



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 25 AVRIL 1903.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

15

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du troisième jour d'avril 1903, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district d'Arthabaska :—M. Richard Nadeau, cultivateur, de East Leeds.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du troisième jour d'avril 1903, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district d'Iberville :—MM. Joseph Trudeau, médecin, Hector Troie, cultivateur, Phydime Thérien, marchand, de Saint-Rémi de Napierville, Maximilien Coupal, notaire public, Siméon Robidoux et Théophile Robert, cultivateurs, de Saint-Michel, Joseph Fontaine, fils, ouvrier, Césaire Gagnier, maître de poste et marchand, Adolphe Girardin, marchand, de Saint-Patrice de Sherington, Adolphe Dozois, Walter Perrier, cultivateurs, et Wattie Stewart, bourgeois, de Napierville, Paul Tremblay, cultivateur, de Saint-Edouard de Napierville, et Hugh Harkin, bourgeois, de Saint-Rémi, dans le comté de Napierville.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 25th APRIL, 1903.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday on each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

16

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, by order in council, dated the twenty first day of February, 1903, has been pleased, to associate to the commission of the peace for the district of Arthabaska :—Mr. Richard Nadeau, farmer, of East Leeds.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the third day of April, 1903, to associate to the commission of the peace for the district of Iberville :—Mr. Joseph Trudeau, physician, Hector Troie, farmer, Phydime Thérien, merchant, of Saint-Rémi de Napierville, Maximilien Coupal, notary public, Siméon Robidoux and Théophile Robert, farmers, of Saint-Michel, Joseph Fontaine, junior, workman, Césaire Gagnier, postmaster and merchant, of Saint-Patrice de Sherington, Adolphe Dozois, Walter Perrier, farmers, and Wattie Stewart, gentleman, of Napierville, Paul Tremblay, farmer, of Saint-Edouard de Napierville, and Hugh Harkin, gentleman, of Saint-Rémi, in the county of Napierville.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du neuf avril 1903, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Kamouraska :—M. Joseph Lévesque, cultivateur, de Saint-Germain, comté de Kamouraska.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du troisième jour d'avril 1903, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Gaspé :—M. James Lawrence Lynd, cultivateur, du canton de New-Richmond, comté de Bonaventure.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du seizième jour d'avril 1903, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Trois-Rivières :—Joseph Carle, marchand, Alfred Lemire et Thomas Cyriaque Caron, cultivateurs, tous de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, comté de Saint-Maurice. 1459.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the ninth day of April, 1903, to associate to commission of the peace for the district of Kamouraska :—Mr. Joseph Levesque, farmer, of Saint Germain, county of Kamouraska.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the third day of April, 1903, to associate to the commission of the peace for the district of Gaspé :—Mr. James Lawrence Lynd, farmer, of the township of New Richmond, county of Bonaventure.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the sixteenth day of April, 1903, to associate to the commission of the peace for the district of Three Rivers :—Joseph Carle, merchant, Alfred Lemire and Thomas Cyriaque Caron, farmers, all of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, county of Saint Maurice. 1460.

Proclamation

Canada,
Province de }
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner,—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que par
Asst-Proc.-Gent. suppléant. } l'article 1362 des
statuts refondus de la province de Québec, il est,
entre autres choses décrété que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra désigner, par proclamation, un jour qui sera observé comme "JOUR DES ARBRES," pour le climat des arbres forestiers ;
ET ATTENDU que le climat de Notre Province de Québec n'est pas uniforme et qu'il ne conviendrait pas de fixer le même jour dans toute la province pour la plantation des arbres, Nous avons jugé à propos de diviser Notre dite province pour les fins du dit article en deux sections, qui seront appelées respectivement la "DIVISION OUEST" et la "DIVISION EST," et de désigner un jour différent pour chacune de ces divisions, comme "JOUR DES ARBRES."

A CES CAUSES, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes réglons et ordonnons que JEUDI, le VINGT-TROISIEME jour du mois d'AVRIL courant, sera observé comme "JOUR DES ARBRES," dans la division ouest susdite, savoir : dans les comtés d'Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton, Deux Montagnes, Drummond, Hochelaga, Huntingdon, Iberville, Jacques-Cartier, Joliette, Laprairie, L'Assomption, Laval, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montréal, Napierville, Ottawa, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Saint-Maurice, Terrebonne, Trois-Rivières, Val-de-Fleur, Verchères et Yamaska ; et que JEUDI, le TRENTIEME jour du mois d'AVRIL courant, sera observé comme "JOUR DES ARBRES," dans la division est susdite, savoir : dans les comtés d'Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester, Gaspé, Îles de la Madeleine, Kamouraska, Lac Saint-Jean, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf,

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS by ar-
Acting Asst. Atty Gen'l. } ticle 1362 of the
revised statutes of the province of Québec, it is,
amongst other things, enacted that the lieutenant-governor in council may appoint, by proclamation, a date to be observed as "ARBOR DAY," for the planting of forest trees ;

WHEREAS that the climate of Our province of Québec is not uniform, and it would not be proper to establish the same day throughout the province for the planting of trees, We have deemed it advisable to divide Our said province for the purposes of the said article into two sections, which will be called respectively the "WEST DIVISION" and the "EAST DIVISION," and to designate a different day for each of these divisions, as "ARBOR DAY."

WHEREFORE, We have ruled and ordered, and by these presents do rule and order that THURSDAY, the TWENTY-THIRD day of the month of APRIL instant, shall be observed as "ARBOR DAY," in the aforesaid west division, to wit : in the counties of Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton, Two Mountains, Drummond, Hochelaga, Huntingdon, Iberville, Jacques Cartier, Joliette, Laprairie, L'Assomption, Laval, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montreal, Napierville, Ottawa, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint Hyacinthe, Saint John's, Saint Maurice, Terrebonne, Three Rivers, Val-de-Fleur, Verchères and Yamaska ; and that THURSDAY, the THIRTIETH day of the month of APRIL instant, shall be observed as "ARBOR DAY," in the aforesaid east division, to wit : in the counties of Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester, Gaspé, Magdalen Islands, Kamouraska, Lake Saint John, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf,

colet, Portneuf, Québec (cité), Québec (comté), Rimouski, Saguenay, Saint-Sauveur, Témiscouata et Wolfe.

Et par les présentes, Nous recommandons instamment à tous les habitants de notre dite province de consacrer les jours ci dessus désignés à la plantation des arbres ; et Nous prions toutes les corporations municipales, religieuses et scolaires de coopérer au succès de cette œuvre qui promet, dans un avenir prochain, des résultats importants.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans notre dite Province de Québec, ce ONZIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre Seigneur mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

1419.2

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes supplémentaires ont été émises aujourd'hui sous le grand sceau de la province de Québec, en date du seizième jour d'avril 1903, par lesquelles le fonds social de la compagnie, "The Canadian Rand Drill Company" est porté à cent cinquante mille piastres (\$150,000.00).

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-septième jour d'avril 1903.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

1457

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION ET DES
TRAVAUX PUBLICS, QUÉBEC.

Ordonnance pour fermeture de l'ancien chemin qui passe au sud du Lac Pierre Paul, et qui conduit à Saint-Adelphe.

Attendu que le conseil municipal de la paroisse de Saint-Tite, dans le comté de Champlain, a, le premier jour du mois de décembre mil neuf cent deux, passé à l'unanimité une résolution demandant la fermeture de l'ancien chemin qui passe au sud du Lac Pierre Paul et qui conduit à Saint-Adelphe, laquelle résolution a été déposée dans les archives du département de la Colonisation et des Travaux Publics, sous le numéro 216, des lettres reçues pour l'année 1903.

Attendu que les raisons alléguées à l'appui de la dite demande, sont que le dit chemin qui passe au sud du Lac Pierre Paul est devenu inutile depuis la construction du chemin qui passe au nord du dit lac, qui est bien plus avantageux et moins dispendieux à entretenir.

Attendu qu'il y a lieu d'accéder à cette demande, et qu'en vertu de l'article 1717, section 9, chapitre 7, titre 4, des Statuts Refondus de la province de Québec, tels qu'amendés par l'Édouard VII, chapitre 8, ce chemin ne peut être fermé sans une ordonnance du ministre de la Colonisation et des Travaux Pu-

Quebec (city), Quebec (county), Rimouski, Saguenay, Saint-Sauveur, Témiscouata and Wolfe.

And by these presents, We do urgently recommend to all the inhabitants of Our said province to set apart the above mentioned days for the planting of trees ; and We beg all municipal, religious and school corporations to co-operate towards the success of this work which promises, in the near future, important results.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this ELEVENTH day of APRIL in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, and in the third year of Our Reign.

By command,

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

1420

Government Notices

Public notice is hereby given, that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", supplementary letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, under date of the sixteenth day of the month of April, 1903, whereby the capital stock of "The Canadian Rand Drill Company" is raised to one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00).

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this seventeenth day of April, 1903.

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

1458

DEPARTMENT OF COLONIZATION AND PUBLIC
WORKS, QUEBEC.

Order for the closing of the road which passes to the south of Lake Pierre Paul, and which leads to Saint-Adelphe.

Whereas the municipal council of the parish of Saint Tite, in the county of Champlain, on the first day of the month of December, one thousand nine hundred and two, unanimously passed a resolution asking for permission to close the road which passes to the south of Lake Pierre Paul and which leads to Saint-Adelphe, which resolution has been filed in the archives of the Department of Colonization and Public Works, under number 216, of the letters received for the year 1903.

Whereas the reasons set forth in support of the said application, are that the said road which passes to the south of Lake Pierre Paul, has become useless since the construction of the road which passes to the north of the said lake, which is much more advantageous and less costly to maintain.

Whereas there is reason to grant the said demand, and whereas in virtue of article 1717, section 9, chapter 7, title 4, of the revised statutes of the province of Quebec, as amended by 1 Ed. VII, chapter 8, this road cannot be closed without an order from the Minister of Colonization and Public

blics, vu que des deniers du gouvernement ont été dépensés sur chemin.

En conséquence, pour me conformer au désir du conseil municipal de la paroisse de Saint-Tite, en ma qualité de Ministre de la Colonisation et des Travaux Publics, j'autorise la fermeture du chemin ci-dessus mentionné, et ordonne que les terrains qu'il occupe retournent à son ou ses anciens propriétaires ou leurs successeurs.

LOMER GOUIN,
Ministre de la Colonisation
et des Travaux Publics.

Québec, 21 avril 1903.

1499

No 2815.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 20 avril courant, 1903, de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Croix de Dunham, comté de Missisquoi, érigée pour les catholiques seulement, les lots ayant au cadastre officiel du canton de Dunham, les numéros 379 et 564, et les annexer à la municipalité scolaire de Saint-François d'Assise de Freligsburg, dans le même comté, érigée pour les catholiques seulement.

Cette annexion, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain (1903.)

1487

No 3350.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 20 avril courant, 1903, de détacher de la municipalité de Saint-Barnabé, comté de Saint-Hyacinthe, les lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Barnabé, savoir : Nos 222 et 223, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Saint-Hyacinthe le Confesseur," dans le susdit comté de Saint-Hyacinthe.

Cette annexion, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1903.

1485

No 225.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Détacher de la municipalité scolaire de Saint-Grégoire-le-Grand, comté de Nicolet, le lot ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, le numéro 108, appartenant à Ulric Proulx, et l'annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de Nicolet, comté de Nicolet.

Cette délimitation, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1903.

1489

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Belleau.

Lot 16, du 1er rang, à Honoré Plourde.

Canton Caxton.

Lots 10 et 11, du 17e rang, à Noël St. Aubin.

Works, seeing that government moneys have been spent on this road.

Wherefore, in compliance with the desire of the municipal council of the parish of Saint Tite, in my quality of Minister of Colonization and Public Works, I authorize the closing of the road herein mentioned, and order that the ground which it covers revert to its former proprietors or to their successors.

LOMER GOUIN,
Minister of Colonization
and Public Works.

Quebec, 21st April, 1903.

1500

No. 2815.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 20th day of April, (1903), to detach from the school municipality of Sainte Croix de Dunham, county of Missisquoi, erected for the catholics only, the lots bearing on the official cadastre of the township of Dunham, the numbers 379 and 564, and to annex them to the school municipality of Saint François d'Assise of Freligsburg, in the same county, erected for the catholics only.

This annexation will take effect only on the 1st of July next, (1903).

1488

No. 3350.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 20th day of April, 1903, to detach from the municipality of Saint Barnabé, county of Saint Hyacinth, the following lots of the official cadastre of the parish of Saint Barnabé, to wit : Nos. 222 and 223, and to annexed them, for school purposes, to the municipality of "Saint Hyacinth le Confesseur," in the said county of Saint Hyacinth.

This annexation, will take effect only on the 1st of July next, 1903.

1486

No. 225.03.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Gregoire le Grand, county of Nicolet, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Gregoire le Grand, the number 108, belonging to Ulric Proulx, and annex it to the school municipality of the parish of Nicolet, county of Nicolet.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1903.

1490

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Belleau.

Lot 16, of 1st range, to Honoré Plourde.

Township Caxton.

Lots 10 and 11, of 17th range, to Noël St. Aubin.

1^{re} rang.

Lot 6, à Geo. Gélinas.
Lot 8, à Albert Blouin.
Lot 9, à Paul Matheau.
Lot 11, à Raphaël Gendron.

19^e rang.

Lot 11, à Raph. Gendron.
Lots 12 et 13, à Frs. Gendron.
Canton Normandin.
Lot 9, du 6^e rang, à J. A. O. Lanctot.
Lot 8, du 7^e rang, à Lucien Robert.

Canton Demeules.

Lot 37, du 6^e rang, à Côme Darveau.
Canton Cherbourey.
 $\frac{1}{2}$ N. E. du lot 20, du 2^e rang, à Alf. Tremblay.
Seigneurie de Pabos.

2^e rang.

Lots 45 et 46, à Wm. McNaughton.
Lots 47 et 48, à Edward McNaughton.
Lot 49, à Wm. Campbell.
Canton Nouvelle.
Lot 25, du rang Nouvelle E. partie N. E., à Polyc. Nadeau.

Canton Carleton.

Lot 26, du 4^e rang, à Jos. Landry, fils d'Hipp.

Canton Watford.

Lots 2 et 3, du 9^e rang N. E., à P. Ub. Houde.
Canton Christie.

$\frac{1}{2}$ E., du lot 44, du 1^{er} rang, à Tancrede Gazé.

Canton Tourville.

Lot 9, du 4^e rang, à Oct. Lefrançois.

Canton Cap Chat.

$\frac{1}{2}$ S. O., du lot 52, du 1^{er} rang, à Eus. Vaillancourt.

Rang E, rivière Sainte-Anne.

Lots 1 et 2, à Horace Leboutiller.
Lot 9, à John Perier.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec 25 avril 1903.

1465

Québec, 14 avril 1903.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par la municipalité de "Notre-Dame de la Paix, comté de Labelle, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

AMD. ROBITAILLE,

1417-2 Secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce

18th range.

Lot 6, to Geo. Gélinas.
Lot 8, to Albert Blouin.
Lot 9, to Paul Matheau.
Lot 11, to Raphaël Gendron.

19th range.

Lot 11, to Raph. Gendron.
Lots 12 and 13, to Frs. Gendron.
Township Normandin.
Lot 9, of 6th range, to J. A. O. Lanctot.
Lot 8, of 7th range, to Lucien Robert.

Township Demeules.

Lot 37, of 6th range, to Côme Darveau.
Township Cherbourey.
N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 20, of 2nd range, to Alf. Tremblay.
Seigniorie of Pabos.

2nd range.

Lots 45 and 46, to Wm. McNaughton.
Lots 47 and 48, to Edward McNaughton.
Lot 49, to Wm. Campbell.
Township Nouvelle.
Lot 25, of Nouvelle range E. N. E. part, to Polyc. Nadeau.

Township Carleton.

Lot 26, of 4th range, to Jos. Landry, son of Hipp.

Township Watford.

Lots 2 and 3, of 9th range, N. E., to P. Ub. Houde.
Township Christie.

E. $\frac{1}{2}$, of lot 44, of 1st range, to Tancrede Gazé.

Township Tourville.

Lot 9, of 4th range, to Oct. Lefrançois.

Township Cap Chat.

S. W. $\frac{1}{2}$, of lot 52, of 1st range, to Eus. Vaillancourt.

Range E, river Saint Ann.

Lots 1 and 2, to Horace Leboutiller.
Lot 9, to John Perier.

E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 25th April, 1903.

1456

Québec, 14th April, 1903.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant Governor in Council, by the municipality of "Notre Dame de la Paix," county of Labelle, to obtain the authorization to publish in the french language only all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

AMD. ROBITAILLE,

1418 Provincial secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar

soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés ; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des

rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or to making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which

chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

13

LOUIS FRECHETTE,

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de l'ademande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporation existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de villes ou de compagnies à fonds social ou de compagnie de chemins de fer ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires à l'Acte des causes générales des corporations de villes ou à l'Acte des clauses générales des compagnies à fonds social, ou à l'Acte général des chemins de fer de Québec, suivant la circonstance ; mais ils

such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

14

LOUIS FRECHETTE,

C. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the pervue of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next proceeding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporation of Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from "The Town Corporations General Clauses Act", or from "The Joint Stock Companies General Clauses Act", or from "The Quebec Consolidated Railway Act, 1880", as the

doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements. (B. 615, 639 657.)

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais ; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la

case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such new provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of

session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres. s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphie, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

907

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

ERRATUM.

A la page 756, de la *Gazette Officielle* du 4 avril 1903, aux Nos 1273 et 1274, district de Gaspé, lisez : John Henry West, au lieu de Henry West.
1467

Avis Divers

PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE LABELLE.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Joseph Robillard, M. D., secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Labelle, que le conseil de cette municipalité, à une session générale tenue à Papineauville, le onzième jour de mars mil neuf cent trois, a passé la résolution suivante :

Proposé par le conseiller Daoust, secondé par le conseiller Morin, qu'à l'avenir les lots douze (12), treize (13) et quatorze (14) de la première concession, et les lots douze (12), treize (13) et quatorze (14), de la deuxième concession de la paroisse de L'Ange Gardien, dans le canton de Buckingham, soient séparés de la dite municipalité de la paroisse de L'Ange Gardien et fassent partie de la municipalité du village de Masson, et que le secrétaire-trésorier transmette incessamment une copie de cette résolution et des pétitions s'y rapportant au secrétaire provincial, afin d'obtenir la sanction de la dite résolution par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec. Adopté.

Laquelle résolution a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, suivant avis reçu au bureau du dit conseil, le 3 avril courant.

Donné à Thurso, ce quatrième jour du mois d'avril mil neuf cent trois.

J. ROBILLARD, M. D.,
Secrétaire-trésorier, conseil municipal du
comté de Labelle.
1463

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets, comté de Nicolet, s'étant conformée aux dispositions de la loi, est constituée en corps politique et incorporée, en vertu de la section 18, chapitre 3, titre II, des Statuts Révisés de la province de Québec.

HECTOR POISSON,
Secrétaire-trésorier.

20 avril 1903.

1503

the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

908

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly

ERRATUM.

On page 756, of the *Official Gazette* of the 4th of April, 1903, at Nos. 1273 and 1274, district of Gaspé, read : John Henry West, instead of Henry West.
1466

Miscellaneous Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF LABELLE.

Public notice is hereby given by the undersigned, Joseph Robillard, M. D., secretary treasurer of the municipal council of the county of Labelle, that the council of this municipality, at a general session held at Papineauville, on the eleventh day of March, nineteen hundred and three, has passed the following resolution :

Moved by councillor Daoust, seconded by councillor Morin, that in the future, the lots Nos. 12, 13 and 14, of the first concession, and lots Nos. 12, 13 and 14, of the second concession of the parish of L'Ange Gardien, in the township of Buckingham, to detached from said municipality of the parish of L'Ange Gardien, and be annexed to the municipality of the village of Masson, and that the secretary treasurer of this council forward immediately a copy of the present resolution with copies of the petitions above mentioned to the provincial secretary, in order to obtain from the Lieutenant Governor of the province of Quebec, the sanction of said resolution. Carried.

Which resolution has been approved by the Lieutenant Governor in council, according to notice received at the office of this council, of the 3rd April instant.

Given at Thurso, this fourth day of April, nineteen hundred and three.

J. ROBILLARD, M. D.,
Secretary treasurer, municipal council of
the county of Labelle.
1464

Notice is hereby given that the Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint Pierre les Becquets, county of Nicolet, having complied with the requirements of the law, is constituted a body politic and corporate, in virtue of section 18, chapter 3, title II, of the Revised Statutes of the province of Quebec.

HECTOR POISSON,
Secretary treasurer.

20th April, 1903.

1504

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2382.

Dame Joséphine Raymond, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens d'Israël Chartier, maître-charretier, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

J. C. LAMOTHE,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 17 avril 1903. 1479

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 3443.

Dame Philomène Robillard, de la paroisse de Saint-Thomas, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Thomas Masse, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice par un juge de cette cour,

Demanderesse ;

vs

Le dit Thomas Masse, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le huitième jour du mois d'avril 1903.

RENAUD & GUIBAULT,

1415-2 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure*
No 146.

Dame Malvina Dumoulin a, ce jour, institué une action en séparation de biens à son époux, Walter Dorion, commerçant, du village de Saint-Eustache.

J. L. ST. JACQUES,

Procureur de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 6 avril 1903. 1433 2

Cour Supérieure—Kamouraska.

No 3009.

Dame Ernestine Bérubé, de la paroisse de Saint-Honoré, épouse commune en biens de Joseph Lebel, marchand de bois, du même lieu,

Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Lebel, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

ERNEST LAPOINTE,

Procureur de la demanderesse.

Fraserville, 18 septembre 1902. 1329-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1033.

Dame Rosa Labelle, des cités et district de Montréal, épouse commune en biens de François-Xavier Quevillon, mécanicien, du même lieu, a, ce jour, intenté contre ce dernier, une action en séparation de biens.

J. H. DAVID,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 18 mars 1903. 1261.4

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure*
No 21.

Dame Rose Anna Lareau, épouse commune en biens de Joseph Ouellette, menuisier, de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, district de Saint-Hyacinthe, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Joseph Ouellette, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée ce vingt-quatrième jour de février 1903.

BEAUREGARD, RAINVILLE

& ST JULIEN,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 24 mars, 1903. 1253.4

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2382.

Dame Joséphine Raymond, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Israël Chartier, master carter, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

J. C. LAMOTHE

Attorney for plaintiff.

Montreal, 17th April, 1903. 1480

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 3443.

Dame Philomène Robillard, of the parish of Saint-Thomas, in the district of Joliette, wife common as to property of Thomas Masse, farmer, of the same place, and duly authorized to appear in judicial proceedings by a judge of this court,

Plaintiff ;

vs

The said Thomas Masse, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause, on the eighth day of the month of April, 1903.

RENAUD & GUIBAULT,

1416 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 146.

Dame Malvina Dumoulin has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Walter Dorion, trader, of the village of Saint Eustache.

J. L. ST. JACQUES,

Attorney for plaintiff.

Sainte Scholastique, 6th April, 1903. 1434

Superior Court.—Kamouraska.

No. 3009.

Dame Ernestine Bérubé, of the parish of Saint-Honoré, wife common as to property of Joseph Lebel, lumber merchant, of the same parish,

Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Lebel, Defendant.

An action of separation of property has been instituted, this day, against the defendant.

ERNEST LAPOINTE,

Attorney for plaintiff.

Fraserville, 18th September, 1902. 1330

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1033.

Dame Rosa Labelle, of the city and district of Montreal, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband, François-Xavier Quevillon, machinist, of the city of Montreal.

J. H. DAVID,

Attorney for Plaintiff.

Montreal, 18th March, 1903. 1262

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No 21.

Dame Rose Anna Lareau, wife common as to property of Joseph Ouellette, joiner, of Notre-Dame de Bonsecours, district of Saint Hyacinth, duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs

Joseph Ouellette, of the same place, Defendant.

An action for separation as to bed and property has been instituted the 24th of February, 1903.

BEAUREGARD, RAINVILLE

& ST JULIEN,

Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinth, 24th March, 1903. 1254

Cour Supérieure.—Kamouraska.

No 3006.

Dame Marie Louise Pelletier, de la ville de Fraserville, actuellement résidant en la paroisse de Saint-Alexandre, épouse commune en biens de Joseph Castonguay, employé du chemin de fer Intercolonial, de la dite ville de Fraserville, dûment autorisée à ester en justice, et Eugène Michaud, marchand, du même lieu, en sa qualité de curateur dûment nommé en justice à la dite Dame Marie-Louise Pelletier, pour l'autoriser et l'assister aux présentes, Demanderesse ;

vs

Joseph Castonguay, de la dite ville de Fraserville, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

ERNEST LAPOINTE,

Procureur de la demanderesse.

Fraserville, 12 septembre 1902. 1327-3

Province de Québec, }
District de Québec, } *Cour Supérieure.*
No 1426.

Dame Eugénie Débigaré, de Québec, épouse commune en biens de George Elie Amyot, aussi de Québec, marchand, dûment autorisée aux fins des présentes, en justice, suivant la loi, Demanderesse ;

vs

Le dit George Elie Amyot, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée ce jour, en cette cause.

C. E. DORION,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 8 avril 1903. 1393-3

Province de Québec, }
District de Joliette, } *Cour Supérieure.*
No 3442.

Dame Marie Exilia Aubin, épouse commune en biens de Eugène Laferrière, marchand, tous deux de la paroisse de Sainte-Julienne, dit district, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

J. P. LEON DUCHARME,

Procureur de la demanderesse.

Joliette, 7 avril 1902. 1385-3

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*

Dame Elmina Camirand, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Désiré Houle, contracteur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Désiré Houle, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 28 février 1903.

LEBLANC & BROSSARD,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 2 mars 1903. 1157-5

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*
No 3058.

Dame Marie Eugénie Célair Beauchamp, de Montréal, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Lambert, fils, entrepreneur, du même lieu. La dite dame Beauchamp dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit Jos. Lambert, fils, Défendeur.
La demanderesse donne avis, qu'elle a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

RAINVILLE, ARCHAMBEAULT,

[GERVAIS & RAINVILLE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 20 mars 1903. 1167.5

Superior Court—Kamouraska.

No. 3006.

Dame Marie Louise Pelletier, of the town of Fraserville, now living in the parish of Saint Alexandre, wife common as to property of Joseph Castonguay, employee of the Intercolonial Railway, of the said town of Fraserville, duly authorized to appear in judicial proceedings, and Eugène Michaud, merchant, of the same place, in his quality of curator duly appointed to the said Marie Louise Pelletier, to authorize her for these presents, Plaintiff ;

vs

The said Joseph Gastonguay, of the town of Fraserville, Defendant.
An action of separation of bed and property has been instituted, this day, against the defendant.

ERNEST LAPOINTE,

Attorney for plaintiff.

Fraserville, 12th September, 1902. 1328

Province of Quebec, }
District of Quebec, } *Superior Court.*
No. 1426.

Dame Eugénie Débigaré, of Quebec, wife common as to property of George Elie Amyot, also of Quebec, merchant, duly authorized for the purposes of this action, by justice, according to law, Plaintiff ;

vs

The said George Elie Amyot, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.

C. E. DORION,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 8th April, 1903. 1394

Province of Quebec, }
District of Joliette, } *Superior Court*
No. 3442.

Dame Marie Exilia Aubin, wife common as to property of Eugene Laferrière, merchant, both of the parish of Sainte-Julienne, said district, has instituted an action in separation as to property against her said husband.

J. P. LEON DUCHARME,

Attorney for plaintiff.

Joliette, 7th April, 1903. 1386

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*

Dame Elmina Camirand, of the city and the district of Montreal, wife common as to property of Désiré Houle, contractor, of the same place, duly authorized to the present, Plaintiff ;

vs.

The said Désiré Houle, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this case, the 28th of February, 1903.

LEBLANC & BROSSARD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 2nd March, 1903. 1158

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*
No. 3058.

Dame Marie Eugénie Célair Beauchamp, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Lambert, junior, contractor, of the same place. The said Dame Beauchamp duly authorized judicially to take the present suit, Plaintiff ;

vs

The said Jos. Lambert, junior, Defendant.
The plaintiff hereby gives notice that she has this day, taken an action for separation as to property against the defendant.

[RAINVILLE, ARCHAMBEAULT,

GERVAIS & RAINVILLE,

Attorneys for plaintiff

Montréal, 20th March, 1903. 1168

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No. 3438.

Dame Marie Louise Henault, de la paroisse de Saint-Outbert, dit district, a, ce jour, institué devant cette cour une action en séparation de biens contre son mari, Dieudonné Fafard, commerçant de foin, du même lieu.

VICTOR ALLARD,
Avocat de la demanderesse.

Joliette, 27 mars 1903. 1305 4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2002.

Dame Clémentine Michaud, de Montréal, épouse commune en biens de Fortunat Gagnon, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Fortunat Gagnon, commerçant, de Montréal,
Défendeur.

Une action en séparation de biens est institué en cette cause.

LOUIS MASSON,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 13 mars 1903. 1153 5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No. 801.

Dame Clara Lévesque, de la ville d'Outremont, district de Montréal, épouse commune en biens de François-Xavier Lecuyer, boulanger, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens.

LOUIS MASSON,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 8 avril 1903. 1401-3

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No. 1322.

Délia Robitaille, Demanderesse ;

vs

George Gingras, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour, par la demanderesse, contre le défendeur.

M. H. CHABOT,
Dép. P. C. S.

J. E. FORTIN,
Procureur de la demanderesse.
Québec, 6 avril 1903. 1405-3

Avis est le présent donné que, sous un mois à compter de la dernière publication des présentes, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par les requérants ci-après mentionnés, pour obtenir une charte par lettres-patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, pour la province de Québec, constituant les dits requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie projetée, en corps politique et incorporé, sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés.

1° Le nom social de la dite compagnie sera : "La Compagnie d'Imprimerie George Pinault, jr, à responsabilité (limitée)."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont, faire le commerce d'imprimerie.

3° Le siège principal des affaires de la dite compagnie sera à la cité de Montréal.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de dix mille dollars (\$10,000.00).

5° Le nombre des actions sera de quatre cents (400), et le montant de chaque action sera de vingt-cinq dollars (\$25.00).

6° Les noms, résidence et profession des requé-

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court*
No. 3438.

Dame Marie Louise Henault, of the parish of Saint Outbert, said district, has, this day, instituted before this court an action in *séparation de biens* against her husband, Dieudonné Fafard, hay dealer of the same place.

VICTOR ALLARD,
Attorney for plaintiff.
1306

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2002.

Dame Clémentine Michaud, of Montreal, wife common as to property of Fortunat Gagnon, duly authorized to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;

vs

Fortunat Gagnon, trader, of Montreal,
Defendant.

An action for separation of property is instituted in this cause.

LOUIS MASSON,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 13th March, 1903. 1154

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 801.

Dame Clara Lévesque, of the town of Outremont, district of Montreal, wife common as to property of François-Xavier Lecuyer, baker, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings, has, this day, instituted an action for separation of property.

LOUIS MASSON,
Attorney for plaintiff.
1402

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
No. 1322.

Délia Robitaille, Plaintiff ;

vs

George Gingras, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day, by the plaintiff, against the defendant.

M. H. CHABOT,
Dép. P. S. C.

J. E. FORTIN,
Attorney for plaintiff.
Quebec, 6th April, 1903. 1406

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, by the petitioners hereinafter named, for a charter of incorporation, by letters patent, under the provisions of the joint stock companies act, for the province of Quebec, to incorporate the applicants and such other persons may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes herein-after mentioned :

1. The name of the company is to be "La Compagnie d'Imprimerie George Pinault, jr, à responsabilité (limitée)."

2. The purposes for which the incorporation of the company is sought, are to carry on a printing business.

3. The chief place of business of the said company will be at the city of Montreal.

4. The amount of the said company's stock will be ten thousand dollars (\$10,000.00).

5. The number of shares will be four hundred (400), and the amount of each share will be twenty-five dollars (\$25.00).

6. The names, residence and calling of the

rants sont comme suit : Georges F. Brissette, mécanicien, J. A. Giard, imprimeur, Henriette Gareau, imprimeur, Napoléon Caty, imprimeur, Théo. Grothé, marchand, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

7° Les cinq requérants ci-haut nommés seront les premiers directeurs de la compagnie.

CHENEVERT, LACOMBE & ROCHER,

Procureurs des requérants.

1608, rue Notre-Dame.

Montréal, 15 avril 1903.

1427-2

Avis est donné que dans le délai légal, demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, d'une charte par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant en corporation civile les requérants et ceux qui pourront à l'avenir devenir actionnaires dans la compagnie projetée, sous le nom et pour les fins ci-dessous :

1° Le nom de la compagnie sera "La Chevrerie Canadienne".

2° Les fins pour lesquelles la constitution en corporation civile est demandée sont : établir, élever et développer une race de chèvres canadienne, et en tenir un registre ; faire le commerce de la chèvre, y compris spécialement le commerce du lait, la fabrication et le commerce du lait condensé, du beurre, du fromage, la préparation et le commerce des peaux, des viandes et des conserves de viande de chèvre et de tous autres produits ou sous produits ; d'établir et de maintenir des pouponnières et sanatoriums pour le traitement, par le lait de chèvre, des enfants et des malades, acquérir, posséder et exploiter tous les immeubles, fermes, ateliers, usines et établissements quelconques nécessaires à ces fins.

3° Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal.

4° Le capital de la compagnie sera de vingt mille dollars, divisé en deux cents actions de cent dollars chacune.

5° Les noms, qualité et résidence des requérants sont : Emile Galibert, industriel ; Rodolphe Tourville, négociant ; Edouard Joseph Chapleau, gérant ; Oscar Dufresne, gérant ; Raoul Lacroix, architecte, tous de Montréal susdit, demeurant en Canada, et sujets de sa Majesté, qui seront les directeurs provisoires de la compagnie.

BARNARD & DESSAULLES,

Procureurs des requérants.

Montréal, 15 avril 1903.

1441-2

Avis public est par le présent donné par MM. William J. Stephen, James A. Arnold et Alexander Vass, tous du canton de Dundee, dans le comté de Huntingdon, cultivateurs, et Duncan J. Stewart et James McGibbon, tous deux de la paroisse de Saint-Anicet, dans le dit comté, cultivateurs, comme membres et faisant partie de "The Zion Church Cemetery Company," la dite compagnie ayant son principal bureau dans le dit canton de Dundee, qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir un ordre en conseil, confirmant les actes de transport suivants de propriété immobilière à la dite compagnie, à savoir : Un acte de donation d'un petit morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Dundee, comme lot numéro huit B, dans le deuxième rang de Dundee susdit, dans le comté de Huntingdon, contenant un acre et dix-sept perches en superficie, plus ou moins, maintenant employé comme cimetière protestant, des syndics de la Congrégation Presbytérienne du dit canton de Dundee à la dite Zion Church Cemetery Company, daté et passé devant I. I. Crevier, notaire, dans le village de Huntingdon, dans le dit comté, le 31 mars 1903. Et cet acte de vente d'un petit morceau de terre de la partie sud-ouest de ce lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Dundee, comme lot numéro huit, dans le troisième rang de Dundee susdit, dans le

petitioners are as follows : Georges Brissette machinist, J. A. Giard, printer, Henriette Gareau, printer, Napoléon Caty, printer, Theo. Grothé, merchant, all of the city of Montreal, district of Montreal, province of Quebec.]

7. The five petitioners above named will be the first directors of the company.

CHENEVERT, LACOMBE & ROCHER,

Attorneys for petitioners.

1608, Notre Dame street.

Montreal, 15th April, 1903.

1428

Notice is given that within the legal delay, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters-patent, under the provisions of the Joint Stock Companies Act, incorporating the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is "La Chevrerie Canadienne."

2. The purposes for which incorporation is sought are : to establish, raise and propagate a canadian breed of goats, and to keep a register thereof ; to trade in and sell goats and all the products derived therefrom, including especially the trade of milk, the manufacture and trade of condensed milk and of butter and of cheese, the preparation or treatment and trade of the skins, meat and preserved meat of goats and of all other products or under-products ; to establish and operate nurseries and sanatoriums for the treatment of children and sick persons with goats' milk ; to acquire, hold and operate all the real estate farms, factory or establishments whatsoever that may be required for the aforesaid purposes.

3. The head office of the company shall be at the city and district of Montreal.

4. The capital of the company shall be twenty thousand dollars, divided into two hundred shares of one hundred dollars each.

5. The names, calling and address of the applicants are as follows : Emile Galibert, manufacturer, Rodolphe Tourville, trader, Edouard Joseph Chapleau, manager, Oscar Dufresne, manager, Raoul Lacroix, architect, all of Montreal aforesaid, residents of Canada and His Majesty's subjects, who shall be the provisional directors of the company.

BARNARD & DESSAULLES,

Attorneys for applicants.

Montreal, 15th April, 1903.

1442

Public notice is hereby given by Messrs William J. Stephen, James A. Arnold and Alexander Vass, all of the township of Dundee, in the county of Huntingdon, farmers, and Duncan J. Stewart and James McGibbon, both of the parish of Saint-Anicet, in said county, farmers, as members of and forming The Zion Church Cemetery Company, said company having its head office in said township of Dundee, that application will be made to the lieutenant governor in council, for an order in council, confirming the following deeds of transfer of immoveable property to the said company, to wit : A certain deed of donation of a small parcel of land known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Dundee, as lot number eight B, on the second range of Dundee aforesaid, in the county of Huntingdon, containing one acre and seventeen perches in superficies, more or less, now used as a protestant cemetery, from the Trustees of the Presbyterian Congregation of the said township of Dundee to the said Zion Church Cemetery Company, bearing date and executed before I. I. Crevier, notary, at the village of Huntingdon, in said county, on the 31st March, 1903. And that certain deed of sale of a small parcel of land of the south west portion of that lot known and designated on the official plan and book of reference of the township of Dundee, as lot number eight, on the third range of Dundee aforesaid, in the county of Hun-

comté de Huntingdon, le dit petit morceau de terre contenant sept cent sept pieds de longueur le long de la route de la terre appartenant déjà à la Congrégation Presbytérienne de Dundee, s'id-est, sur une profondeur suffisante de la dite route nord-est pour former un acre de terre, mesure précise, de Alexander Vass, du dit canton de Dundee, cultivateur, à la dite Zion Church Cemetery Company, daté et passé devant L. I. Crevier, notaire, dans le village de Huntingdon, le 31 mars 1903.

DUNCAN McCORMICK,

Procureur des requérants.

Dundee, 20 avril 1903.

1477

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
In re P. J. Pinsonneault, Trois-Rivières,
Insolvable.

Un premier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 11 mai 1903.

Toute contestation de telle dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques,
Montréal, 25 avril 1903.

1471

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure*
In re Léon Mendelovitch, Sorel, P. Q.,
Insolvable.

Un premier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 11 mai 1903.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques,
Montréal, 25 avril 1903.

1469

Province de Québec, }
District de Pontiac } *Cour Supérieure.*
No 633.
Greenshields, limited, Demandeur ;

vs.

Thomas Mousseau, Défendeur, insolvable.

Avis est par le présent donné, que le dix-septième jour d'avril 1903, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens du susdit défendeur, qui a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, dûment attestées sous serment, doivent être produites à mon bureau, à Bryson, dit district, sous un mois.

FRED. C. DEZOUCHÉ,

Curateur.

Bryson, 20 avril 1903.

1493

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Dame Fannie Elizabeth Brown et al, (L. E. & A. F. Waters), Faillie.

Avis est par le présent donné que, le 8e jour d'avril 1903, les dits faillies ont fait un abandon de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal.

J. H. TIMMIS,
Gardien provisoire.

Montréal, 16 avril 1903.

1521

tingdon, containing said small parcel of land seven hundred and seven feet in length along the by-road from the land already belonging to the Presbyterian Congregation of Dundee, south east ward, by a sufficient depth from said by-road north east ward, to form one acre of land, precise measurement, from Alexander Vass, of the said township of Dundee, farmer, to the said Zion Church Cemetery Company, bearing date and executed before L. I. Crevier, notary, at the said village of Huntingdon, on the 31st March, 1903.

DUNCAN McCORMICK,

Attorney for applicants.

Dundee, 20th April, 1903.

1478

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In re P. J. Pinsonneault, Three Rivers,
Insolvent.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 11th May, 1903.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street,
Montreal, 25th April, 1903.

1472

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
In re Léon Mendelovitch, Sorel, P. Q.,
Insolvent.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 11th May, 1903.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street,
Montreal, 25 April, 1903.

1470

Province of Quebec, }
District of Pontiac. } *Superior Court.*
No. 633.
Greenshields, limited, Plaintiff ;

vs.

Thomas Mousseau, Defendant, insolvent.

Notice is hereby given that, on the seventeenth day of April, 1903, by order of the court, I was appointed curator to the estate of above defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed, duly attested under oath, at my office, in Bryson, said district, within one month.

FRED. C. DEZOUCHÉ,

Curator.

Bryson, 20th April, 1903.

1494

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Dame Fannie Elizabeth Brown et al, (L. E. & A. F. Waters), Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 8th day of April, 1903, the said insolvents have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors, at the office of the protonotaire of the superior court for the district of Montreal.

J. H. TIMMIS,
Provisional guardian.

Montreal, 16th April, 1903.

1522

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Maxime Gelin, Grand'Mère,
Failli.

Avis est donné que, le 6 avril 1903, les soussignés ont été nommés par une ordonnance de la cour, curateurs aux biens du dit failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

DAMPHOUSSE & PAGÉ,
Curateurs.
Grand'Mère, 21 avril 1903. 1509

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
In re Dame A. Bécard, Victoriaville, Warwick,
P. Q., Insolvable.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à nos bureaux, No 180, rue Saint-Jacques, le ou après le 12 mai 1903.

Toute contestation à ce dividende doit nous être déposée à nos bureaux avant la date sus-mentionnée.

P. J. CHARTRAND,
PAUL LS. TURGEON.
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
180, rue Saint-Jacques. 1511

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Théophile Lemyre, de Saint-Jacques des Piles, marchand, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 9 avril 1903, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Trois-Rivières, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie.
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 22 avril 1903. 1507

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Théophile Lemyre, Saint-Jacques
des Piles, marchand, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 21 avril 1903, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession, sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 22 avril 1903. 1505

Règles de Cour

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Bedford.
No 7070.

John Massé, Demandeur ;

vs

Louis Girard, du canton de Roxton, dit district,
Défendeur ;

et

Joseph Girard, Tiers saisi.

Vu l'allégation de déconfiture du défendeur, et le jugement interlocutoire de l'honorable juge Lynch, rendu le 14 avril courant (1903), il est enjoint aux créanciers du dit défendeur de produire

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In the matter of Maxime Gelin, Grand'Mère,
Insolvent.

Notice is given that, on the 6th of April, 1903, by an order of the court, the undersigned were appointed curators to the property of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with us within thirty days from this notice.

DAMPHOUSSE & PAGÉ,
Curators.
Grand'Mère, 21st April 1903. 1510

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
In re Dame A. Bécard, Victoriaville, Warwick,
P. Q., Insolvent.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at our offices, 180, Saint James street, on or after the 12th May, 1903.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

P. J. CHARTRAND,
PAUL LS. TURGEON
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
180, Saint James street. 1512

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Théophile Lemyre, of Saint Jacques des Piles, merchant, has, on the 9th of April, 1903, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 22nd April, 1903. 1508

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In the matter of Théophile Lemyre, Saint Jacques
des Piles, merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 21st April, 1903, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 22nd April, 1903. 1506

Rules of Court

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Bedford.
No. 7070.

John Massé, Plaintiff ;

vs

Louis Girard, of the township of Roxton, said
district, Defendant ;

and

Joseph Girard, Tiers saisi.

Seeing the allegation of the insolvency of the defendant, and the interlocutory judgment of Honorable Mr. justice Lynch, rendered on the 14th day of April instant, (1903), the creditors of the

leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis.

LEONARD & NOYES,

P. C. S.
1483

Sweetsburg, 17 avril 1903.

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 6863.

S. F. McKinnon Company, Limited,
Demandeur ;

vs

Dame Mary Irvine, de la ville de Waterloo, dans le
dit district, fille majeure et usant de ses droits,
Défenderesse ;

et

Frederick Wolff May et al., Opposants.

Vu l'allégation de déconfiture de la défenderesse,
et le jugement interlocutoire de l'honorable juge
Lynch, rendu le 14 avril courant (1903), il est
enjoint aux créanciers de la dite défenderesse de
produire leurs réclamations dans les quinze jours de
la date de la première insertion du présent avis.

LEONARD & NOYES,

P. C. S.

ALF. TOURIGNY,
Avocat du demandeur.
Sweetsburg 17 avril 1903.

1481

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure, — District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **I**N RE J. A. BLAN-
No 165. } CHETTE, Failli; et
ARTHUR GAGNON et L. A. CARON, curateurs-
conjoints.

1° Un morceau de terre ou emplacement sis et
situé dans la ville de Drummondville, rue Hériot,
—avec toutes les bâtisses dessus érigées, maintenant
connu et désigné comme étant le lot portant le
numéro cinquante-quatre (54), sur le plan et dans
le livre de renvoi officiels du quartier est de la ville
de Drummondville, comté de Drummond.

2° Un emplacement sis et situé rue Hériot, en la
ville de Drummondville, et maintenant connu et
désigné comme étant le numéro soixante-un (61),
des plan et livre de renvoi officiels du quartier est
de la ville de Drummondville—avec les bâtisses
dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
de Saint-Frédéric de Drummondville, le CIN-
QUIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de
l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Sherif, Shérif.
Arthabaskaville, 1er avril 1903. 1291-2
[Première publication, 4 avril 1903.]

Ventes par le Sherif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **J**EAN ROY, Demandeur ;
No 3607. } contre JOSEPH VEIL-
LEUX, fils de Vital, Défendeur, savoir :

said defendant are ordered to file their claims
within fifteen days from the first publication of the
present notice.

LEONARD & NOYES,

P. S. C.
1484

Sweetsburg, 17th April, 1903.

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 6863.

S. F. McKinnon Company, Limited,
Plaintiff ;

vs

Dame Mary Irvine, of the town of Waterloo, in said
district, *fille majeure et usant de ses droits*,
Defendant ;

and

Frederick Wolff May et al., Opposants.

Seeing the allegation of the insolvency of the
defendant, and the interlocutory judgment of
Honorable Mr. Justice Lynch, rendered on the 4th
day of April instant, (1903), the creditors of the
said defendant are ordered to file their claims
within fifteen days from the first publication of the
present notice.

LEONARD & NOYES,

P. S. C.

ALF. TOURIGNY,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 17th April, 1903.

1482

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

CURATOR'S WRIT.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **I**N RE J. A. BLAN-
No. 165. } CHETTE, Insolvent ;
and ARTHUR GAGNON and L. A. CARON,
joint curators.

1. A piece of land or emplacement lying and
being in the town of Drummondville, Heriot street,
—with all the buildings thereon erected, now
known and described as being lot bearing number
fifty four (54), on the official plan and book of
reference for the east quarter or ward of said town
of Drummondville, county of Drummond.

2. An emplacement lying and being on Heriot
street, in the town of Drummondville, and now
known and described as being lot number sixty one
(61), on official plan and book of reference for the
east quarter or ward of said town of Drummond-
ville—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint
Frederick of Drummondville, on the FIFTH day
of MAY next, at the hour of TEN in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaskaville, 1st April, 1903. 1292
[First published, 4th April, 1903.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
undermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **J**EAN ROY, Plaintiff ; against
No. 3607. } JOSEPH VEILLEUX, son
of Vital, Defendant, to wit :

Une terre située en la paroisse de Saint-Benoit Labre, étant le numéro dix-neuf A (19A), du cadastre officiel pour le septième rang du canton de Shenley-Nord—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Benoit Labre, le VINGT-HUITIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 20 avril 1903. 1473

[Première publication, 25 avril 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } JOSEPH WALSH, Deman-
No 3543. } deur ; contre ATHANASE
PERREAULT, Défendeur, à savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Elzéar, contenant environ soixante-douze arpents et quarante-cinq perches en superficie, connue et désignée sous le numéro quatre cent quarante-huit (448), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de Saint-Elzéar de la Beauce—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Elzéar de la Beauce, le VINGT-SIXIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 18 avril 1903. 1475

[Première publication, 25 avril 1903.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Beauharnois.

Province de Québec, } ANTOINE LEFEB-
District de Beauharnois. } VRE, Demandeur ;
No 3488. } vs. EMILE NADEAU
ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant à Odile Pitre et Pierre Lecompte de-qualité :

Un emplacement sis et situé dans la ville de Beauharnois, connu et désigné sur le plan et sur le livre de renvoi officiels de la dite ville de Beauharnois, sous le No 82—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau du shérif du district de Beauharnois, au palais de justice, situé en la ville de Beauharnois, MARDI, le VINGT-SIXIÈME jour de MAI prochain (1903), à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 21 avril 1903. 1491

[Première publication, 25 avril 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Province de Québec, } ALFRED PEPIN vs.
District de Montréal. } HORACE BONIN.
No 4304.

Un emplacement situé au village de Saint-Timothée, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Timothée, sous le numéro cent trente-neuf (139)—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Timothée, JEUDI, le QUATRE

A land situate in the parish of Saint Benoit Labre, being number nineteen A (19A), of the official cadastre for the seventh range of the township of Shenley North—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Benoit Labre, on the TWENTY EIGHTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Village of Saint-Joseph, Beauce, 20th April, 1903. 1474

[First published, 25th April, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } JOSEPH WALSH, Plaintiff ;
No. 3543. } against ATHANASE PER-
REAULT, Defendant, to wit :

A land situate in the parish of Saint Elzéar, containing about seventy-two arpents and forty-five perches in area, known and described as number four hundred and forty eight (448), on the official plan and book of reference of the cadastre for the said parish of Saint Elzéar de la Beauce—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Elzéar de la Beauce, on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Village of Saint Joseph, Beauce, 18th April, 1903. 1476

[First published, 25th April, 1903.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauharnois

Province of Québec, } ANTOINE LEFEB-
District of Beauharnois. } VRE, Plaintiff ; vs.
No. 3488. } EMILE NADEAU ET
AL., Defendants.

As belonging to Odile Pitre and Pierre Lecompte, de-qualité :

A lot situate and being in the town of Beauharnois, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Beauharnois, as No. 82—with buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office of the district of Beauharnois, in the court house, in the town of Beauharnois, on TUESDAY, the TWENTY SIXTH day of MAY next (1903), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Beauharnois, 21st April, 1903. 1492

[First published, 25th April, 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Province of Québec, } ALFRED PEPIN vs.
District of Montreal. } HORACE BONIN.
No. 4304.

A lot situate in the village of Saint-Timothy, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Timothy, as number one hundred and thirty-nine (139)—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Timothy, on THURSDAY, the

TRIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 22 avril 1903. 1513
[Première publication, 25 avril 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure—District de Beauharnois.

Province de Québec, } FRANÇOIS DAGE-
District de Beauharnois. } NAIS, Demandeur ;
No 104. } vs. LOUIS N. MASSON,
Défendeur, et Seers & Laurendeau, Distrayants.

Appartenant au demandeur :

Les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels des paroisses de Saint-Anicet et Sainte-Barbe, sous les numéros deux cent neuf (209), deux cent huit (208), deux cent sept (207), deux cent trente-cinq (235), deux cent trente-six (236), deux cent trente-sept (237), deux cent quarante et un (241) et deux cent soixante et quatre (264), sur le premier rang de la paroisse de Saint-Anicet.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Anicet, MARDI, le CINQUIEME jour de MAI prochain (1903), à DEUX heures de l'après midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du shérif, Shérif.
Beauharnois, 31 mars 1903. 1293-2
[Première publication, 4 avril 1903.]

Ventes par le Sherif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—Comté de Shefford.

Province de Québec, } DAME CELINA CHI-
District de Bedford. } COINE, du village
No. 6227. } de Roxton Falls, district

de Bedford, veuve de feu Elphège St. Jacques, en son vivant menuisier, du même lieu, et Albina Carpentier, fille majeure et usant de ses droits, aussi du même lieu, ensemble en société à Roxton Falls susdit, sous les nom et raison de St. Jacques et Carpentier, Demanderesse ; contre les terres et tenements de HYACINTHE HETU, du canton de Roxton, dans le district de Bedford, Défendeur.

Ce morceau de terre étant le quartier ouest du lot numéro onze, dans le neuvième rang, arpentage primitif, du canton de Roxton, dans le district de Bedford, maintenant connu sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Roxton, comme la moitié ouest du lot numéro cinq cent vingt ($\frac{1}{2}$ O. 520), contenant quarante acres de terre en superficie, plus ou moins—avec toutes les améliorations.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Roxton, dans le village de Roxton Falls et district de Bedford, le SEIZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. A. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 31 mars 1903. 1289 2
[Première publication, 4 avril 1903.]

FOURTH day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Beauharnois, 22nd April, 1903. 1514
[First published, 25th April, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauharnois.

Province of Quebec, } FRANÇOIS DAGE-
District of Beauharnois. } NAIS, Plaintiff ; vs
No. 104. } LOUIS N. MASSON,
Defendant, and Seers & Laurendeau, distracting.

Belonging to the plaintiff :

The lots of land known and described on the official plan and book of reference of the parishes of Saint Anicet and Sainte Barbe, as numbers two hundred and nine (209), two hundred and eight (208), two hundred and seven (207) two hundred and thirty five (235), two hundred and thirty six (236), two hundred and thirty seven (237), two hundred and forty one (241) and two hundred and sixty four (264), in the first range of the parish of Saint Anicet.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Anicet, on TUESDAY, the FIFTH day of MAY next (1903), at TWO of the clock in the afternoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Beauharnois, 31st March, 1903. 1294
[First published, 4th April, 1903.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Shefford.

Province of Quebec, } DAME CELINA CHI-
District of Bedford. } COINE, of the village
No. 6227. } of Roxton Falls, district of

Bedford, widow of the late Elphège St. Jacques, in his lifetime joiner, of the same place, and Albina Carpentier, fille majeure et usant de ses droits, also of the same place, in partnership together at said Roxton Falls, under the joint name and style of St. Jacques and Carpentier, Plaintiffs ; against the lands and tenements of HYACINTHE HETU, of the township of Roxton, in the district of Bedford, Defendant.

That certain piece of land being the west quarter of lot number eleven, in the ninth range of the primitive survey of the township of Roxton, in the district of Bedford, and now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Roxton, as the west half of lot number five hundred and twenty (W. $\frac{1}{2}$ 520), containing forty acres of land in superficies, more or less—with all improvements thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Jean Baptiste de Roxton, in the village of Roxton Falls, and district of Bedford, on the SIXTEENTH day of MAY next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, 31st March, 1903. 1290
[First published, 4th April, 1903.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure, pour le district de Gaspé.

Canada, } **JEAN FRANÇOIS**
Province de Québec, } **GUITE**, de la paroisse
District de Gaspé, } de Sainte-Brigitte de Ma-
Comté de Bonaventure. } ria, dans le comté de
No 869. } Bonaventure, marchand,
Demandeur; contre les biens et effets, terres et
tenements de **JOSEPH THIBODEAU**, fils de
Félix, de Maria susdits, cultivateur, Défendeur.

1° Un certain lot de terre situé dans le canton de Maria; borné en front par le 1er rang Cascapédia, en arrière par veuve Ulric Audet, d'un côté à l'est par Louis LeBlanc, et de l'autre côté à l'ouest par Louis Thibodeau, le dit lot ayant trois arpents de front, de forme triangulaire, contenant environ soixante et quinze acres en superficie, étant le lot B B du 2e rang Cascapédia, tel que décrit sur le cadastre officiel et au livre de renvoi du canton de Maria—ensemble avec une maison, grange, magasin et autres bâties sus-érigées, circonstances et dépendances.

2° Un lot de terre étant le lot numéro neuf, du troisième rang est de Maria, tel que décrit sur le cadastre officiel et au livre de renvoi du canton de Maria; borné en front par le deuxième rang, en arrière par le quatrième rang, à l'est par Louis LeBlanc, et à l'ouest par Isaac LeBlanc, ayant quatre acres de front sur vingt-cinq acres de profondeur, contenant environ cent acres en superficie—circonstances et dépendances.

Les susdits lots sont sujets à la charge de pourvoir aux besoins de Félix Thibodeau, tel que mentionné plus au long dans un certain acte de donation de Félix Thibodeau à son fils, Joseph Thibodeau, en date du 11e jour de mai 1888.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jules, dans le canton de Maria, **JEUDI**, le **SEPTIEME** jour de **MAI** prochain, 1903, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, Shérif C. B.
New-Charlisle, 26 mars 1903. 1267-2
[Première publication, 4 avril 1903.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour de Circuit, dans et pour le comté de L'Assomption.

Canada, } **LOUIS PAYETTE**, De-
Province de Québec, } mandeur; vs **MA-**
District de Joliette. } **GLOIRE GRENIER** et
No 4745. } AL, Défendeurs, savoir:

1° Un lot de terre—sans bâties, situé dans la concession Saint-Antoine, de la paroisse de Saint-Antoine de Lavaltrie, district de Joliette, connu et désigné sous le No 315, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse.

2° Un autre lot de terre—sans bâties, situé dans la concession nord-ouest du Point du Jour, dans la dite paroisse de Saint-Antoine de Lavaltrie, connu et désigné sous le No 453, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse.

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court, for the district of Gaspé.

Canada, } **JEAN FRANÇOIS**
Province of Québec, } **GUITE**, of the parish
District of Gaspé, } of Sainte-Brigitte de Ma-
County of Bonaventure, } ria, in the county of Bo-
No. 869. } naventure, merchant,
Plaintiff; against the goods and chattels and the
lands and tenements of **JOSEPH THIBODEAU**,
fils Félix, of Maria aforesaid, farmer, Defendant.

1. A certain lot of land situate in the township of Maria; bounded in front by the 1st range Cascapédia, in rear by the widow Ulric Audet, on one side to the east by Louis LeBlanc, and on the other side to the west by Louis Thibodeau, the said lot being three arpents in front of triangular form, containing about seventy five acres in superficies, being the lots B B of the 2nd Cascapédia range, as described in the official cadastre and book of reference of the township of Maria—together with a house, barn, store and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot of land being the lot number nine, of the third range east of Maria, as described in the official cadastre and book of reference of the township of Maria; bounded in front by the second range, in rear by the fourth range, to the east by Louis LeBlanc, and to the west by Isaac LeBlanc, being four acres in front by twenty five acres in depth, and containing about one hundred acres in superficies—circumstances and dependencies.

The aforesaid described properties are subject to the charge of keeping and providing for Felix Thibodeau, as more fully mentioned in a certain deed of donation from Felix Thibodeau to his son, Joseph Thibodeau, and bearing date the 11th day of May, 1888.

To be sold at the door of the parish church of Saint Jules, in the township of Maria, on **THURSDAY**, the seventh day of **MAY** ensuing (1903), at the hour of **ELEVEN** in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Sheriff, C. B.
New-Charlisle, 26th March, 1903. 1268
[First published, 4th April, 1903.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Circuit Court, in and for the county of L'Assomption.

Canada, } **LOUIS PAYETTE**, Plain-
Province of Québec, } tiff; vs **MAGLOIRE**
District of Joliette. } **GRENIER** et AL., Defend-
No. 4745. } ants, to wit:

1. A lot of land—without buildings, situate in the concession of Saint Antoine, of the parish of Saint Antoine de Lavaltrie, district of Joliette, known and described as No. 315, of the official plan and book of reference of the said parish.

2. Another lot of land—without buildings, situate in the north west concession of Point du Jour, in the said parish of Saint Antoine de Lavaltrie, known and described as No. 453, of the official plan and book of reference of the said parish.

3° Une terre située dans la dite paroisse de Saint-Antoine de Lavaltrie, dans la concession du Point du Jour, côté sud-est du ruisseau—avec maison et autres bâtisses, et connue et désignée comme faisant partie du No 411, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse ; la dite partie du No 411 bornée par un bout au Ruisseau du Point du Jour, à l'autre bout par les Nos 297, 298 et 299, de la dite paroisse, d'un côté par le No 413, et de l'autre côté par le résidu du No 411 ; comprenant aussi la dite partie du No 411 un emplacement portant le No 412, de la dite paroisse, le dit emplacement faisant maintenant partie et se trouvant renfermé dans la partie sus désignée du No 411, et ne formant qu'une seule et même terre et une seule et même exploitation avec elle ; le dit No 412 devant être ainsi saisi et vendu avec la dite partie du No 411, en vertu d'une ordonnance rendue par l'honorable juge Charles C. de Lorimier, sur requête à cet effet.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de Lavaltrie, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,
Joliette, 20 avril 1903.

Shérif.
1497

[Première publication, 25 avril 1903.]

3° A land situate in the said parish of Saint-Antoine de Lavaltrie, in the concession of the Point du Jour, south east side of the creek—with a house and other buildings, and known and described as forming part of the No. 411, of the official plan and book of reference of the said parish ; the said part of No. 411 bounded at one end by the creek Ruisseau du Point du Jour, at the other end by Nos. 297, 298 and 299, of the said parish, on one side by No 413, and on the other side by the residue of No. 411 ; said part of No. 411 also comprising a lot bearing the No. 412, of the said parish, said lot now forming part and being enclosed in the part above described of No. 411, and forming only one and the same land and one and the same plot with it ; the said No. 412 to be thus seized and sold with the said part of No 411, in virtue of an order given by the Honorable judge Charles C. de Lorimier, in a petition to that effect.

To be sold at the church door of the parish of Saint Antoine de Lavaltrie, on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,
Joliette, 20th April, 1903.

Sheriff.
1598

[First published, 25th April, 1903.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.

Province de Québec, } JOSEPH GAUMOND,
District de Montmagny. } de Saint-Thomas ;
No 431. } contre JOSEPH BLANCHET, du même lieu, savoir :

1° Un emplacement connu comme faisant partie du numéro six cent quinze (615), du cadastre officiel de Saint-Thomas, deuxième concession de la Rivière du Sud—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Deux morceaux de terrain, deuxième concession de la Rivière du Sud, connu comme faisant partie du numéro six cent quinze (625), du cadastre officiel de Saint-Thomas—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas, MARDI, le CINQUIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif,
Montmagny, 1er avril 1902.

Shérif.
1317-2

[Première publication, 4 avril 1903.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec. } JOSEPH GAUMOND,
District of Montmagny. } of Saint Thomas,
No. 431. } against JOSEPH BLANCHET, of the same place, to wit :

1. A lot known as forming part of number six hundred and fifteen (615), of the official cadastre of Saint Thomas, second concession of La Rivière du Sud—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Two pieces of land, second concession of La Rivière du Sud, known as forming part of number six hundred and fifteen (615), of the official cadastre of Saint Thomas—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Thomas, on TUESDAY, the FIFTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office,
Montmagny, 1st April, 1903.

Sheriff.
1318

[First publish, 4th April, 1903.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court de Circuit—District de Montreal.

Montréal, à savoir : } AME ZOÉ MARINEAU,
No. 2942. } veuve de feu Hector Lareau, en son vivant commerçant, de Montréal, tant en sa qualité d'exécutrice testamentaire du dit Hector Lareau, qu'en sa qualité de légataire univer-

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } AME ZOÉ MARINEAU,
No. 2942. } widow of the late Hector Lareau, in his lifetime trader, of Montreal, as well in her quality of testamentary executor to the said Hector Lareau, as in her quality of universal legatee

selle du dit Hector Lareau, de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de JOSEPH TURCOT, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un emplacement situé au coin de la rue Marie-Anne et du chemin Papineau, dans la municipalité du village DeLorimier, comté d'Hochelaga, district de Montréal—avec maisons dessus érigées et les servitudes s'y rattachant, contenant trente pieds de front sur le chemin Papineau par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur sur la rue Marie-Anne ; borné en front par le dit chemin Papineau, et du côté sud-est par la dite rue Marie-Anne, en profondeur et du côté nord-ouest par un terrain appartenant à Dame Aurélie Gareau, épouse séparée de biens de Louis Piétté (ou représentants) ; l'emplacement présentement saisi comprenant les trois-huitièmes sud-est divisés des lots de terre connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, dit comté d'Hochelaga, sous les numéros quatre-vingts et quatre-vingt-un (80 et 81), de la subdivision officielle d'une partie du lot numéro primitif cent cinquante-trois (153).

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,
Député Shérif.

Bureau du Shérif,
Montréal, 21 avril 1903.

[Première publication, 25 avril 1903]. 1495

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME MARIE JULIE
No 2884. } HELENE BEDARD
McENIS, des cité et district de Montréal, veuve de Joseph Amable Berthelot, en son vivant du même lieu, et ci-devant juge de la cour supérieure pour le district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de JOSEPH CHARLEBOIS, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans la cité de Montréal ; borné en front par le parc Lafontaine, connu et désigné sous le numéro cent quatorze, de la subdivision du lot numéro douze cent onze (114-1211), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 1er avril 1903. 1287-2
[Première publication, 4 avril 1903].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } CHARLES A. LAVIE, des
No 2777. } cité et district de Québec,
dans la province de Québec, lieutenant dans l'Artillerie Royale Canadienne, Demandeur ; contre les terres et tenements de THOMAS FRANCOIS TRIHEY, des cité et district de Montréal, agent d'assurance, et HENRY JUDAH TRIHEY, du même lieu, avocat, Défendeurs, conjointement et solidairement.

Saisi comme appartenant au dit Thomas Francis Trihey, un des dits défendeurs, les immeubles suivants, à savoir :

Deux lots vacants situés dans la ville de Saint-Louis, comté d'Hochelaga, district de Montréal ; bornés en front par l'avenue Shamrock, connus et désignés sur les plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, sous les numéros mille un et mille deux, de la subdivision du lot numéro primitif dix.

Saisis comme appartenant à Henry Judah Trihey, un des dits défendeurs, les immeubles suivants, à savoir :

of the said Hector Lareau, of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of JOSEPH TURCOT, of the city and district of Montreal, Defendant.

A lot situate on the corner of Marie Anne street and the Papineau road, in the municipality of the village DeLorimier, county of Hochelaga, district of Montreal—with houses thereon erected, and the servitudes thereunto appertaining, containing thirty feet in front on the Papineau road, by ninety five feet in depth on Marie Anne street ; bounded in front by the said Papineau road, and on the south east side by the said Marie Anne street, in depth and on the north west side by a lot belonging to Dame Aurelie Gareau, wife separated as to property of Louis Piétté (or representatives) ; the lot now seized comprising the southeast three eighths divided of the lots of land known and described on the official plan and book of reference of the village of Côte de la Visitation, said county of Hochelaga, as numbers eighty and eighty one (80 and 81), of the official subdivision of a part of lot primitive number one hundred and fifty three (153).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,
Deputy Sheriff.
Sheriff's Office,
Montreal, 21st April, 1903. 1496
[First published, 25th April, 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME MARIE JULIE HE-
No 2884. } LEENE BEDARD McENIS,
of the city and district of Montreal, widow of Joseph Amable Berthelot, in his lifetime of the same place, formerly a judge of the superior court for the district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of JOSEPH CHARLEBOIS, of the city and district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate and being in the city of Montreal ; bounded in front by the Lafontaine Park, known and described as number one hundred and fourteen, of the subdivision of lot number twelve hundred and eleven (114-1211), of the official plan and book of reference of Saint James ward—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 1st April, 1903. 1288
[First published, 4th April, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } CHARLES A. LAVIE, of the
No 2777. } city and district of Québec,
in the province of Québec, a lieutenant in the Royal Canadian Artillery, Plaintiff ; against the lands and tenements of THOMAS FRANCOIS TRIHEY, of the city and district of Montreal, insurance agent, and HENRY JUDAH TRIHEY, of the same place, advocate, Defendants jointly and severally.

Seized as belonging to the said Thomas Francis Trihey, one of the said defendants, the following immoveables, to wit :

Two vacant lots of land situated in the town of Saint Louis, county of Hochelaga, district of Montreal ; bounded in front by Shamrock avenue, known and designated on the official plan and in the book of reference of the village of la Côte Saint Louis, under the numbers one thousand and one and one thousand and two, of the subdivision of lot primitive number ten.

Seized as belonging to Henry Judah Trihey, one of the said defendants, the following immoveables, to wit :

1° Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Antoine est, dans la cité de Montréal, étant la partie du front du lot connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, sous le numéro mille dix, contenant environ quatre mille neuf cent quatre-vingts pieds carrés en superficie; borné en front par la rue Saint-Antoine, en arrière par le résidu du dit lot numéro mille dix, appartenant à Rosanna Quinn Maloney, d'un côté à l'est par le lot numéro mille onze, du dit plan officiel, et de l'autre côté à l'ouest par la rue Sainte-Monique—avec une bâtisse en pierre et dépendances sus-érigées.

2° Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Antoine est, dans la cité de Montréal, étant le lot numéro mille onze (1011), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine; borné en front par la rue Saint-Antoine, en arrière par John Curran, d'un côté au nord-est par docteur Desjardins, et de l'autre côté par veuve Masson ou représentants—avec une maison en bois et autres bâtisses sus-érigées, contenant quarante-trois pieds et deux pouces sur sa ligne de front, et quarante et un pieds et six pouces sur la ligne en arrière, sur une profondeur de deux cent vingt et un pieds sur sa ligne de côté nord, et deux cent vingt pieds sur sa ligne de côté sud-ouest, le tout mesure anglaise, plus ou moins.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,
Montréal, 1er avril 1903.

Shérif.
1285-2

[Première publication, 4 avril 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **THE TRUST & LOAN No. 138. THE COMPANY OF CANADA**, corporation légalement constituée par acte public du parlement, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec dans la cité de Montréal, district de Montréal. Demanderesse; contre les terres et tenements de DAME ROSIANNE BOURGOUIN, des cité et district de Montréal, veuve de feu Noël Clément dit Larivière, en son vivant du même lieu, charbon, Défenderesse.

1° Un lot de terre situé dans les cité et district de Montréal, composé du lot numéro quatre-vingt-un, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, et de la partie nord-ouest du lot numéro quatre-vingt-trois, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Jacques, de la dite cité de Montréal, la dite partie nord-ouest des lots contenant trente pieds de largeur sur trente-neuf pieds et demi de profondeur, le tout mesure anglaise; et de là, quarante pieds de largeur, mesure française, sur quarante quatre pieds de profondeur, mesure anglaise; borné en front par la dite partie en dernier lieu mentionnée, du numéro quatre-vingt-trois (83), par la rue Wolfe, en arrière par le lot numéro soixante et douze (72), du côté nord-ouest par le dit lot numéro quatre-vingt un (81), et du côté sud-est partie par le résidu du dit lot numéro quatre-vingt-trois (83), appartenant à Dame James Smith, et partie par le lot numéro quatre-vingt-deux (82), du dit plan officiel, le dit lot de terre ainsi composé étant borné en front par la rue Wolfe—avec les bâtisses sus-érigées.

2° Un morceau de terre situé dans les dits cité et district de Montréal, composé des lots de terre connus et désignés sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, sous les numéros six cent vingt-trois et six cent vingt-quatre; borné en front par la rue Montcalm—avec les bâtisses sus-érigées.

3° Un autre morceau de terre situé dans les dits cité et district de Montréal, étant le lot numéro huit, de la subdivision officielle du lot original numéro quatre cent trente et un (431-8), des plan

1. A lot of land situate in the Saint Antoine east ward, in the city of Montreal, being the front part of the lot known and distinguished on the official plan and in the book of reference of Saint Antoine ward, by the number one thousand and ten, containing about four thousand nine hundred and eighty square feet in superficies; bounded in front by Saint Antoine street, in rear by the remainder of said lot number one thousand and ten, belonging to Rosanna Quinn Maloney, on one side to the east by the lot number one thousand and eleven of said official plan, and on the other side to the west by Sainte Monique street—with a stone building and dependencies thereon erected.

2. A lot of land situate in the Saint Antoine east ward, in the city of Montreal, being lot number one thousand and eleven (1011), of the official plan and book of reference of Saint-Antoine ward; bounded in front by Saint Antoine street, in rear by John Curran, on one side to the north east by Doctor Desjardins, and on the other side by the widow Masson or representatives—with a wooden house and other buildings thereon erected, containing forty three feet and two inches on its front line, and forty one feet and six inches on the rear line, by a depth of two hundred and twenty one feet on the north side line, and two hundred and twenty feet on its south west line, the whole english measure, more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of MAY next, at TEN o'clock, in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,
Montreal, 1st April, 1903.

Sheriff.
1286

[First published, 4th April, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **THE TRUST & LOAN No. 138. THE COMPANY OF CANADA**, a corporation legally constituted by public act of parliament, having its principal place of business for the province of Quebec in the city of Montreal, district of Montreal. Plaintiffs; against the lands and tenements of DAME ROSIANNE BOURGOUIN, of the city and district of Montreal, widow of the late Noël Clément dit Larivière, in his lifetime of the same place, carriagemaker, Defendant.

1. A lot of land situated in the city and district of Montreal, composed of the lot number eighty one, of the official plan and book of reference of the Saint James ward, and of the north west portion of lot number eighty three, of the official plan and book of reference of the said Saint James ward, of the said city of Montreal, containing, said north west portion of lot, thirty feet in width by thirty nine feet and a half in depth, all english measure; and thence, forty feet in width, french measure, by forty-four feet in depth, english measure; bounded in front by said last mentioned portion of number eighty-three (83), by Wolfe street, in rear by lot number seventy-two (72), on the north west side by said lot number eighty-one (81), and on the south east side partly by the residue of said lot number eighty-three (83), belonging to Dame James Smith, and partly by lot number eighty two (82), of said official plan, said lot of land thus composed bounded in front by Wolfe street—with the buildings thereon erected.

2° A piece or parcel of land situated in said city and district of Montreal, composed of the lots of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the Saint James ward, under the numbers six hundred and twenty three and six hundred and twenty four; bounded in front by Montcalm street—with the buildings thereon erected.

3° Another piece or parcel of land situated in the said city and district of Montreal, being the lot number eight, of the official subdivision of the original lot number four hundred and thirty one (431—

et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Jacques; borné en front par la rue Saint-Denis—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 1er avril 1903. 1283-2
[Première publication, 4 avril 1903.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Circuit de Quebec.

Québec, à savoir : } **D**ANS une cause où ADOLPHE BOIVIN était Demandeur; et PIERRE BELANGER était Défendeur; et le dit défendeur contre le dit demandeur, à savoir :

La partie ouest du lot No 464 (quatre cent soixante-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, étant un terrain situé à l'endroit appelé Saint-Pierre, d'un arpent et demi de front, sur environ treize arpents de profondeur: borné en front par le chemin du Roi, au nord par Georges Lafrance ou représentants, au sud à Honoré Guérard ou représentants—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Charlesbourg, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 23 avril 1903. 1533
[Première publication, 25 avril 1903.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } **E**RNEST PACAUD, contre No 954 } **P**IERRE LEPINE, à savoir :

1° Les droits du dit défendeur, Pierre Lépine, sur l'immeuble suivant, savoir: Un terrain situé rue Parke, en la cité de Québec, mesurant 23 pieds et dix pouces en front sur 53 pieds 8 pouces en profondeur sans garantie de mesure précise, étant le lot No 596 (cinq cent quatre-vingt-seize), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Les droits à être vendus, consistant en un droit de réméré sur le dit immeuble que le défendeur s'est réservé dans un acte de vente pour une somme de \$400.00, passé en faveur de la Société de Construction Permanente de Québec, le 2 mars 1903, devant J. E. Boily, notaire, et enregistré le 5 mars 1903; le dit réméré devant être exercé dans un délai de six années à courir du 2 mars 1903, en remboursant la somme de \$520.00, de la manière et aux conditions mentionnées au dit acte de vente du 2 mars 1903.

2° Le lot No 898 (huit cent quatre-vingt-dix-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur, de Québec, étant un demi emplacement situé sur la rue Bagot—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 23 avril 1903. 1529
[Première publication, 25 avril 1903.]

8), of the official plan and book of reference of the said Saint James ward; bounded in front by Saint Denis street—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 1st April, 1903. 1284
[First published, 4th April, 1903.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the aforesaid mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS

Quebec Circuit.

Québec, to wit : } **I**N a suit in which ADOLPHE BOIVIN was Plaintiff; and PIERRE BELANGER, was Defendant; and the said defendant against the said plaintiff, to wit :

The west part of lot No. 464 (four hundred and sixty four), of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, being a land situate at the place called Saint Pierre, of one arpent and a half in front by about thirteen arpents in depth; bounded in front by the King's road, on the north by Georges Lafrance or representatives, on the south by Honoré Guérard or representatives—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Charlesbourg, county of Quebec, on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 23rd April, 1903. 1534
[First published, 25th April, 1903.]

FIERI FACIAS

Québec, to wit : } **E**RNEST PACAUD, against No. 954. } **P**IERRE LEPINE, to wit :

1. The rights of the said defendant, Pierre Lépine, on the following immovable, to wit : A lot situate on Parke street, in the city of Quebec, measuring 23 feet ten inches in front by 53 feet 8 inches in depth, without warranty of precise measurement, being lot No. 596 (five hundred and ninety six), of the official cadastre for Saint Roch's ward, of the city of Quebec—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. The rights to be sold, consisting of a right of redemption on the said immovable which the defendant reserved to himself in a deed of sale for a sum of \$400.00, passed in favor of the Quebec Permanent Building Society, on the 2nd of March, 1903, before J. E. Boily, notary, and registered on the 5th of March, 1903; said right of redemption to be exercised within a delay of six years counting from the 2nd of March, 1903, by reimbursing the sum of \$520.00, on the manner and on the conditions set forth in the said deed of sale of the 2nd of March, 1903.

2. Lot No. 898 (eight hundred and ninety eight), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Quebec, being a half lot situate on Bagot street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY NINTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 23rd April, 1903. 1530
[First published, 25th April, 1903.]

FIERI FACIAS
Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **DAME FELICITE CHAN-**
No 883. } **DONNET ET VIR ; contre**
LOUIS ESQUIAMBRE DIT SANSFAÇON, fils,
cultivateur, à savoir :

Les lots Nos 78 et 79 (soixante-dix-huit et soixante-dix-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant une terre située pour une partie dans la neuvième concession du fief L'Epinay, et pour l'autre partie dans la douzième concession du fief d'Orsainville ; pour être vendus en bloc—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, le **TRENTIEME** jour de **MAI** prochain, à **ONZE** heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 23 avril 1903. 1531
[Première publication, 25 avril 1903.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } **JOSEPH MORIN. contre**
No 1902. } **JEAN-BAPTISTE BLAIS.**
L'usufruit, durant la vie de Jean-Baptiste Blais, le dit défendeur, du lot No 8 (huit), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Narcisse de Beauvillage, étant une terre située concession Saint-Aimé—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Narcisse de Beauvillage, le **VINGT-NEUVIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHS LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 23 avril 1903. 1535
[Première publication, 25 avril 1903.]

FIERI FACIAS.
MANDAT DE CURATEUR.

Québec, à savoir : } **IN RE JOSEPH REMI**
No 762. } **ROUSSEAU, failli, et**
PIERRE DROUIN, curateur, à savoir :

1° Le lot No 1886 (mil huit cent quatre-vingt-six), du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Valier—circonstances et dépendances.

2° Le lot No 960 (neuf cent soixante), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-François—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le **QUINZIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures du matin.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Québec, 9 avril 1903. 1395-2
[Première publication, 11 avril 1903.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **DEMOISELLE JOSEPHTE**
No 2685B } **CHENETTE, Demanderesse ;**
contre **SIMON COURNOYER, Défendeur.**

Une terre située en la paroisse de Saint-Marcel, en la troisième concession, étant le lot numéro cent cinquante-neuf (No 159), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Marcel, de trois arpents

FIERI FACIAS.
Quebec Circuit.

Quebec, to wit : } **DAME FELICITE CHAN-**
No. 883. } **DONNET ET VIR ; against**
LOUIS ESQUIAMBRE DIT SANSFAÇON, JU-
NIOR, farmer, to wit :

Lots Nos. 78 and 79 (seventy eight and seventy nine), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a land situate partly in the ninth concession of the fief L'Epinay, and for the other part in the twelfth concession of the fief d'Orsainville ; to be sold in block—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Edmond de Stoneham, on the **THIRTIETH** day of **MAY** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 23rd April, 1903. 1532
[First published, 25th April, 1903.]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit : } **JOSEPH MORIN ; against**
No. 1902. } **JEAN BAPTISTE BLAIS.**
The usufruct, during the lifetime of Jean Baptiste Blais, the said defendant, of lot No. 8 (number eight), of the official cadastre of the parish of Saint Narcisse de Beauvillage, being a land situate in the Saint Aimé concession—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Narcisse de Beauvillage, on the **TWENTY-NINTH** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 23rd April, 1903. 1536
[First published, 25th April, 1903.]

FIERI FACIAS
CURATOR'S WARRANT.

Quebec, to wit : } **IN RE JOSEPH REMI ROUS-**
No. 762. } **SEAU, insolvent, and PIERRE**
DROUIN, curator, to wit :

1. Lot No. 1886 (one thousand eight hundred and eighty six), of the official cadastre for Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Saint Valier street, circumstances and dependencies.

2. Lot No 960 (nine hundred and sixty), of the official cadastre for Saint Roch's ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Saint Francis street—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the **FIFTEENTH** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office. Deputy Sheriff.
Quebec, 9th April, 1903. 1396
[First published, 11th April, 1903.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **MISS JOSEPHTE CHENETTE,**
No. 2685 B. } **Plaintiff ; against**
SIMON COURNOYER, Defendant.

A land situate in the parish of Saint-Marcel, in the third concession, being lot number one hundred and fifty nine (No. 159), of the official cadastre of the said parish of Saint Marcel, of three arpents in

de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins — avec les bâties dessus érigées.

A distraire de la dite terre, deux emplacements situés au chemin de front des deuxième et troisième concessions, occupés par Téléphore Gaulin et Joseph Robidoux, en vertu de baux emphytéotiques à cet effet, les rentes emphytéotiques de ces deux emplacements seront payables à l'adjudicataire de la dite terre à partir du premier mai mil neuf cent quatre aux dates portées dans les dits baux.

A la charge par l'adjudicataire de la dite terre, de payer à la mort d'Augustin Picard, cultivateur, de la paroisse de Saint-Marcel, la somme de mille cinquante piastres (\$1,050.00), à Célanire Picard, l'épouse du dit défendeur, à Zénaïde Picard, l'épouse de Joseph Giguère, et à Rose-Alma Picard, l'épouse d'Hector Paradis, c'est-à-dire à chacune d'elle la somme de trois cent cinquante piastres (\$350.00), laquelle somme de \$1050.00 devant produire des intérêts à six pour cent, payables semi-annuellement les premiers mai et novembre de chaque année au dit Augustin Picard, sa vie durant. La dite terre sera en outre vendue à la charge d'un bail passé devant Mtre A. Durocher, notaire, le quatorze avril 1903, consenti par le dit défendeur à Pierre Gaumond, forgeron, de la paroisse de Saint-Marcel, pour une année à compter du premier mai 1903, pour la somme de cent trente-cinq piastres payée comptant.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Marcel, le VINGT-SEPTIEME jour du mois de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif,
Sorel, 22 avril 1903.

Shérif.
1519

[Première publication, 25 avril 1903.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES • HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Quebec.

No 1286. } **JOSEPH LAVOIE**, Demandeur ;
vs **N. RIOUX ET AL**, Défendeurs.

Comme appartenant au demandeur, savoir :

Un morceau de terrain contenant à peu près huit arpents en superficie, plus ou moins, situé dans le premier rang de la paroisse de Sainte-Cécile du Bic ; borné au nord, partie par le chemin Royal, vis-à-vis de la propriété vendue à Louis Gamache, et partie par le chemin de fer et par la rivière du Bic, à l'est par F. X. Lavoie et Georges Plourde, et à l'ouest par le terrain de la fabrique et un nommé Beaulieu, formant partie des Nos 89 et 90 (Nos quatre vingt-neuf et quatre vingt-dix), du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Cécile du Bic dans le comté de Rimouski — avec ensemble les usaisons et les moulins à eau et à vapeur dessus construits, machineries des dits moulins, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Cécile du Bic, le VINGT-SIXIEME jour de MAI 1903, DIX à heures A. M.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif,
Rimouski 20 avril 1903.

Shérif.
1501

[Première publication, 25 avril 1903.]

front by thirty arpents in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

Reserving from the said land, two lots situate in the front road of the second and third concessions, occupied by Téléphore Gaulin and Joseph Robidoux, in virtue of emphyteutic leases to that effect, the emphyteutic rents of these two lots will be payable to the purchaser of the said land starting from the first of May, one thousand nine hundred and four on the dates mentioned in the said leases.

Subject to the charge upon the purchaser of the said land, of paying at the death of Augustin Picard, farmer, of the parish of Saint Marcel, the sum of one thousand and fifty dollars (\$1,050.00), to Célanire Picard, wife of the said defendant, to Zénaïde Picard, wife of Joseph Giguère, and to Rose Alma Picard, wife of Hector Paradis, that is to say, to each of them, the sum of three hundred and fifty dollars (\$350.00), which sum of \$1,950 to bear interest at six per cent, payable half yearly on the first of May and November of every year to the said Augustin Picard, during his lifetime. The said land is also sold subject to the charge of a lease passed before Mtre A. Durocher, notary, on the fourteenth of April, 1903, from the said defendant to Pierre Gaumond, blacksmith, of the parish of Saint Marcel, for one year from the first of May, 1903, for the sum of one hundred and thirty five dollars paid cash.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Marcel, on the TWENTY SEVENTH day of the month of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office,
Sorel, 22nd April, 1903.

Sheriff.
1520

[First published, 25th April, 1903.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS and TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—Quebec.

No. 1286. } **JOSEPH LAVOIE**, Plaintiff ;
against **N. RIOUX ET AL**,
Defendants.

As belonging to the plaintiff, to wit :

A piece of land containing nearly eight arpents in area, more or less, situate in the first range of the parish of Sainte Cécile du Bic ; bounded on the north, partly by the King's road, opposite the property sold to Louis Gamache, and partly by the railroad and the Bic river, on the east by F. X. Lavoie and Georges Plourde, and on the west by the Fabrique lot and one Beaulieu, forming part of Nos. 89 and 90 (eighty nine and ninety), of the official cadastre of the said parish of Sainte Cécile du Bic, in the county of Rimouski—together with the houses and water and steam mill thereon erected, machinery of the said mill, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Cécile du Bic, on the TWENTY SIXTH day of MAY, 1903, at TEN o'clock A. M.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office,
Rimouski, 20th April, 1903.

Sheriff.
1502

[First published, 25th April, 1903.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit.—District de Joliette.*

Trois-Rivières, à savoir : } **JOSEPH A. LABELLE**,
No 6189. } Demandeur ; contre
HARMEM CHAINÉ, Défendeur.

1° Un emplacement situé dans le sixième rang du township de Shawinigan, en la paroisse de Saint-Boniface, de la contenance de quarante-trois pieds de largeur sur un arpent et demi de longueur ; tenant en front au chemin public, en profondeur à Narcisse Chainé, du côté nord à Josaphat Chainé, et du côté sud à François Gélinas—avec maison et autres bâties dessus érigées ; lequel emplacement fait partie du lot numéro deux cent soixante et trois (263), au plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan.

2° Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Flore, dans le second rang ou concession de Sainte-Catherine, contenant soixante et dix pieds de front sur la profondeur, d'environ quatre-vingt-onze pieds dans la ligne nord-ouest, et environ quatre-vingt-cinq pieds dans la ligne sud-est ; borné en front par le chemin de fer "The Great Northern", en profondeur et d'un côté par Téléphore et Valère Bourassa, et de l'autre côté par J. Zéphirin Demers ou représentants, et faisant partie du lot de terre numéro cinquante-quatre (54), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Sainte-Flore, et ce depuis le 13 mars 1895, date de la mise en force de l'acte de la législature de la province de Québec, 58 Viet., chapitre 12, détachant la paroisse de Sainte-Flore, du comté de Champlain, et l'annexant au comté de Saint-Maurice.

Pour être vendu, l'immeuble en premier désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, le **VINGT-HUITIÈME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures du matin, et l'immeuble en second lieu désigné, le **MEME JOUR**, à **DEUX** heures de l'après midi, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 22 avril 1903. 1515
[Première publication, 25 avril 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **ALEXANDER BAPTIST**,
No. 414. } Demandeur ;
contre **ADOLPHE DUMONT**, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur :

Un emplacement situé en la paroisse du Cap de la Magdeleine, à la Pointe des Chenaux, étant la moitié d'un terrain vis-à-vis de l'Île Baptist, contenant en total environ un arpent de front sur à peu près quatre-vingts pieds de profondeur, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-trois A (183 A), sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse du Cap de la Magdeleine, dans le comté de Champlain ; borné en front par l'ancien chemin royal, en profondeur par le haut de la côte ou le lot numéro cent quatre-vingt-trois D, propriété du dit sieur Baptist, joignant du côté sud à David Terreault, et du côté nord à William Lefebvre—avec les maisons et dépendances qui s'y trouvent actuellement, et qui ont été construites par l'acquéreur, Adolphe Dumont, et son fils Joseph et son gendre, Eugène Arcand, en partie avec le bois et matériaux fournis par le dit Baptist, sous la réserve du droit de passage tant à pieds qu'en voiture dans la côte, tant sur ce dit terrain que dans un autre

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court.—District of Joliette.*

Three Rivers, to wit : } **JOSEPH A. LABELLE**,
No. 6189. } Plaintiff ; against **HARMEM CHAINÉ**, Defendant.

1. A lot situate in the sixth range of the township of Shawinigan, in the parish of Saint Boniface, containing forty three feet in width by one arpent and a half in length ; bounded in front by the public road, in rear by Narcisse Chainé, on the north side by Josaphat Chainé, and on the south side by François Gélinas—with house and other buildings thereon erected ; which lot forms part of lot number two hundred and sixty three (263), on the official plan and book of reference of the registration cadastre for the parish of Saint Boniface de Shawinigan.

2. A lot situate in the parish of Sainte Flore, in the second range or concession of Sainte Catherine, containing seventy feet in front by the depth of about ninety one feet on the north west alignment, and about eighty five feet on the south east alignment ; bounded in front by The Great Northern Railway, in rear and on one side by Téléphore and Valère Bourassa, and on the other side by J. Zéphirin Demers or representatives, and forming part of the lot of land number fifty four (54), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint-Maurice, for the parish of Sainte Flore, and this from the 13th of March, 1895, date of the putting into force the act of the legislature of the province of Quebec, 58th Viet., chapter 12, detaching the parish of Sainte Flore, from the county of Champlain and annexing it to the county of Saint Maurice.

To be sold, the immoveable firstly described, at the church door of the parish of Saint-Boniface de Shawinigan, on the **TWENTY EIGHTH** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon, and the immoveable secondly described, on the **SAME DAY**, at **TWO** o'clock in the afternoon, at the church door of the parish of Sainte Flore.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 22nd April, 1903. 1516
[First published, 25th April, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **ALEXANDER BAPTIST**,
No. 414. } Plaintiff ;
against **ADOLPHE DUMONT**, Defendant.

As belonging to the said defendant :

A lot situate in the parish of Cap de la Magdeleine, at Pointe des Chenaux, being the half of a lot facing Isle Baptist, containing in all about one arpent in front by nearly eighty feet in depth, forming part of the lot of land known and described as number one hundred and eighty three A (183 A), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the said parish of Cap de la Magdeleine, in the county of Champlain ; bounded in front by the old King's road, in depth by the top of the hill or lot number one hundred and eighty three D, the property of the said Mr. Baptist, joining on the south side by David Terreault, and on the north side by William Lefebvre—with the houses and dependencies which are actually there, and which have been built by the purchaser, Adolphe Dumont, and his son Joseph, and his son in law Eugène Arcand, partly with the woods and materials furnished by the said Baptist, reserving a right of passage both walking and driving on the hill, as in the said lot belonging to the said Mr. Dumont, and

terrain appartenant au dit sieur Dumont, et tel que déjà réservé dans la vente par le dit sieur Dumont et son épouse, à George Baptist, fils, devant P. L. Hubert, le 9 octobre 1872.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Cap de la Madeleine, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 22 avril 1903. 1517
[Première publication, 25 avril 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : { DAME CELINA LAMBERT, Demanderesse ; vs. ONESIME ROUX et PATRICK BOISCLAIR, Défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs, conjointement et solidairement :

Un lopin de terre situé sur le côté nord-ouest du rang Saint-Mathieu, en la paroisse de Saint-Théophile du Lac, dans la partie qui a été démembrée de la paroisse de Notre-Dame du Mont Carmel, du contenu de trois arpents en superficie, renfermé dans les limites suivantes, savoir : des côtés nord-ouest et sud à Narcisse Cyr, représentant Ludger Dufresne, et du côté est au lot No 971, du cadastre officiel de la dite paroisse, et faisant partie du lot connu sous le numéro neuf cent soixante et dix (970), du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Mont Carmel, comté de Champlain—avec un moulin à scies, ses mouvements, tournants et travaillants, ses agrès, machines, ustensiles et accessoires, servant à faire mouvoir le dit moulin, et à son exploitation—ainsi que toutes autres bâtisses et dépendances dessus ; avec aussi tous les chemins réservés sur les lots Nos 970 et 972, du cadastre, pour communiquer au dit moulin à scies et pouvant contenir iceux chemins et les dits trois arpents du dit moulin, une étendue d'environ cinq arpents de terre en superficie.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile du Lac, le SIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 1er avril 1903. 1295-2
[Première publication, 4 avril 1903.]

Nomination

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un syndic d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 21 avril courant, 1903, de nommer M. Bourbeau Rainville, syndic d'écoles pour la municipalité de "Bryson," comté de Pontiac, en remplacement de M. Richard McNally, absent. 1525

Avis du Gouvernement

No 234.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du "village" de Saint-François du Lac, comté d'Yamaska, les lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Saint-François du Lac, savoir : Depuis

such as already reserved in the sale by the said Mr. Dumont and his wife, to George Baptist, junior, before P. L. Hubert, on the 9th of October, 1872.

To be sold at the church door of the parish of Cap de la Madeleine, on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 22nd April, 1903. 1518
[First published, 25th April, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : { DAME CELINA LAMBERT, Plaintiff ; vs. ONESIME ROUX and PATRICK BOISCLAIR, Defendants.

As belonging to the said defendants, jointly and severally :

A lot of land situate on the north west side of the range Saint Mathieu, in the parish of Saint Théophile du Lac, for the part which has been dismembered from the parish of Notre Dame du Mont Carmel, containing three arpents in area, comprised within the following limits, to wit : on the north west and south sides by Narcisse Cyr, representing Ludger Dufresne, and on the east side by lot No. 971, of the official cadastre of the said parish, as forming part of the lot known as number nine hundred and seventy (970), of the official cadastre of the parish of Notre Dame du Mont Carmel, county of Champlain—with a saw mill, its machinery, apparatus and gear, its accessories, machines, implements used for driving the said mill and working it, as well as all other buildings and dependencies thereon, with moreover all the roads reserved on lots 970 and 972, of the cadastre to communicate with the said saw mill, said roads, containing with the three arpents of the said mill, an extent of about five arpents of land in area.

To be sold at the church door of the parish of Saint Théophile du Lac, on the SIXTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 1st April, 1903. 1296
[First published, 4th April, 1903.]

Appointment

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school Trustee

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 21st of April instant, 1903, to appoint Mr. Bourbeau Rainville, school trustee for the municipality of Bryson, county of Pontiac, to replace Mr. Richard McNally, absent. 1526

Government Notices

No. 234.03.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of the "village" of Saint François du Lac, county of Yamaska, the following lots of the official cadastre of the parish of Saint François

et y compris le lot No 195 jusqu'au No 220, inclusivement, et les annexer à la municipalité scolaire de la "paroisse" de Saint-François du Lac.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1903.

1527

PROVINCE DE QUÉBEC.

Department des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait, conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7334.

Chichester.

Lots 48 et 49, du 8e rang, à James Dunn.

Lot 50, du 8e rang, à Michael Dunn.

Lots 48 et 49, du 9e rang à Delphis Chapeau.

Lot 50, du 9e rang, à Edmond Chapeau.

Sheen.

Lots 4 et 5, du 9e rang, à Edward Poupore.

Lot 6, du 9e rang, à John Rodrigue.

Waltham.

Lot 27, du 2e rang, à Olivier Mercier, et transporté à Michael Coghlan.

Lot 26, du 3e rang, à Joël Wilson.

Lot 32, du 3e rang, à Moïse Martin, et transporté à Michael Coghlan.

Adj. 7335.

Whitton.

Lot 5, du 6e rang N. E., à Théophile Cloutier.

E. E. TACHE,

Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.

Québec, 23 avril 1903.

1537

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } Cour Supérieure.
No 215.

Dans l'affaire de Octave Blier, entrepreneur, de la ville de Fraserville, Failli.

Avis public est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparée dans cette affaire, et sera payable au bureau du soussigné, à Fraserville, le ou après le cinq mai 1903.

Toute opposition au dit dividende devra être produite avant la dite date.

M. DESCHENES,

Curateur.

Ville de Fraserville, 17 avril 1903.

1461

Canada, }
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Québec }
Dans l'affaire de Alf. Poirier & Cie., Faillis.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge, en date du 23 avril 1903, j'ai été nommé curateur aux biens des dits faillis.

Les créanciers des dits faillis sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, dans un délai de trente jours à compter de la date du présent avis.

GEO. DARVEAU,

Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
Québec, 24 avril 1903.

1539

du Lac, namely : From and including lot No. 195 to No. 220, inclusively, and to annex them, for school purposes, to the municipality of the "parish" of Saint François du Lac.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1903.

1528

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7334.

Chichester.

Lots 48 and 49, in 8th range, to James Dunn.

Lot 50, in 8th range, to Michael Dunn.

Lots 48 and 49, in 9th range, to Delphis Chapeau.

Lot 50, in 9th range, to Edmond Chapeau.

Sheen.

Lots 4 and 5, in 9th range, to Edward Poupore.

Lot 6, in 9th range, to John Rodrigue.

Waltham.

Lot 27, in 2nd range, to Olivier Mercier, and assigned to Michael Coghlan.

Lot 26, in 3rd range, to Joël Wilson.

Lot 32, in 3rd range, to Moïse Martin, and assigned to Michael Coghlan.

Adj. 7335.

Whitton.

Lot 5, in 6th range N. E., to Théophile Cloutier.

E. E. TACHE,

Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.

Quebec, 23rd April, 1903.

1538

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } Superior Court.
No. 215.

In the matter of Octave Blier, contractor, of the town of Fraserville, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at the office of the undersigned, at Fraserville, on or after the fifth of May, 1903.

Any opposition to the said dividend must be filed before the said date.

M. DESCHENES,

Curator.

Town of Fraserville, 17th April, 1903.

1462

Canada, }
Province of Quebec, } Superior Court.
District of Quebec }
In the matter of Alf. Poirier & Co., Insolvents.

Notice is hereby given that by order of the Honorable judge, dated the 23rd of April, 1903, I have been appointed curator to the estate of the said insolvents.

Creditors of the said insolvents are required to file their claims at my office, within thirty days from the date of the present notice.

GEO. DARVEAU,

Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.
Quebec, 24th April, 1903.

1540

Dans l'affaire de McGinn & Abbott, de Low, marchands, Faillis.
Avis est donné qu'un premier et dernier dividende a été déclaré dans cette affaire et sera payable le ou après le 13 mai 1903.
Toute contestation au dit dividende devra être produite avant la dite date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
1541 Curateurs conjoints.

Province de Québec, }
District de Montreal. } Cour Supérieure.
Henry Timmis, des cité et district de Montréal,
Demandeur ;

vs.

Dame Fannie Elizabeth Brown et al., (L. E. et A. F. Waters), Faillis.
Avis est par le présent donné que, le 18e jour d'avril 1903, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur des biens des dits faillis, qui en ont fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être déposées devant moi sous trente jours de la date de cet avis.

C. A. McDONNELL.

Bureau de C. A. McDonnell,
Comptable licencié,
180, rue Saint-Jacques.
Montréal, 22 avril 1903.

1523

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 17.

ANNEXIONS DE MUNICIPALITÉ :—Saint-François d'Assise de Freligsburg, 838 ; Saint-Hyacinthe le Confesseur, 838.

ANNEXION DE MUNICIPALITÉS :—Demande d' :—Divers lots du village de Saint-François du Lac à la paroisse de Saint-François du Lac, comté de Yamaska, 861 ; Le lot 108, de la municipalité de Saint-Grégoire le Grand, à la paroisse de Nicolet, comté de Nicolet, 838.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 835.

AVIS :—Formation de compagnie :—Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, Saint-Pierre les Becquets, 843 ; Ordonnance pour fermeture d'un ancien chemin qui passe au sud du Lac Pierre Paul, comté de Champlain, 837 ; Ordre en conseil confirmant actes de transfert de propriété immobilière, 847 ; Résolution annexant divers lots de l'Ange-Gardien, au village Masson, 843.

AVIS DE CANCELLATION :—Townships of :—Belleau, 838 ; Cap-Chat, 839 ; Carleton, 839 ; Caxton, 838 ; Cherbourg, 839 ; Chichester, 862 ; Christie, 839 ; Demeules, 839 ; Normandin, 839 ; Nouvelle, 839 ; Pabos, 839 ; Sheen, 862 ; Tourelle, 839 ; Waltham, 862 ; Watford, 839 ; Whitton, 862.

ERRATUM :—Lire John Henry West, au lieu de Henry West, 843.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 841 ; Conseil législatif, 839.

FAILLIS :—Bécharde, 849 ; Dme Brown et al., 848 ; Dme Brown et al., 863 ; Gélinais, 849 ; Lemyre, 889 ; Lemyre, 849 ; McGinn & Abbott, 863 ; Mendelovitch, 848 ; Mousseau, 848 ; Pinsonneault, 848 ; Poirier & Cie, 882.

In the matter of McGinn & Abbott, of Low, merchants, Insolvents.
Notice is given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable on or after the 13th of May, 1903.
Any opposition to this dividend must be filed before the said date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
1542 Joint curators.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
Henry Timmis, of the city and district of Montreal.
Plaintiff ;

vs.

Dame Fannie Elizabeth Brown et al., (L. E. & A. F. Waters), Insolvents.
Notice is hereby given that on the 18th day of April, 1903, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvents, who have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

C. A. McDONNELL.

Office of C. A. McDonnell,
Chartered accountant,
180, Saint James street.
Montreal, 22nd April, 1903.

1524

Index of the Quebec Official Gazette, No. 17.

MUNICIPALITY ANNEXED :—Saint François d'Assise de Freligsburg, 838 ; Saint Hyacinthe le Confesseur, 838.

MUNICIPALITY ANNEXED :—Application for :—Several lots of the village of Saint François du Lac to the parish of Saint François du Lac, county of Yamaska, 861 ; Lot 108, of the municipality of Saint Grégoire le Grand, to the parish of Nicolet, county of Nicolet, 838.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c., 835.

NOTICES :—Formation of company :—Mutual fire insurance company, Saint Pierre les Becquets, 843 ; Order for the closing of the old road which passes to the south of Lake Pierre Paul, county of Champlain, 837 ; Order in council confirming deeds of transfer of immovable property, 847 ; Resolution to annex several lots of l'Ange Gardien, to the village Masson, 843.

NOTICES OF CANCELLATION :—Townships of :—Belleau, 838 ; Cap-Chat, 839 ; Carleton, 839 ; Caxton, 838 ; Cherbourg, 839 ; Chichester, 861 ; Christie, 839 ; Demeules, 839 ; Normandin, 839 ; Nouvelle, 839 ; Pabos, 839 ; Sheen, 862 ; Tourelle, 839 ; Waltham, 862 ; Watford, 839 ; Whitton, 862.

ERRATUM :—Read John Henry West, instead of Henry West, 843.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices Respecting the :—Legislative Assembly, 841 ; Legislative Council, 839.

INSOLVENTS :—Bécharde, 849 ; Dme Brown et al., 848 ; Dme Brown et al., 863 ; Gélinais, 849 ; Lemyre, 849 ; Lemyre, 863 ; McGinn & Abbott, 863 ; Mendelovitch, 848 ; Mousseau, 48 ; Pinsonneault, 848 ; Poirier & Co, 862.

LETTERS PATENTES, DEMANDES DE :— Cie d'Imprimerie George Pinault, jr., 847 ; La Chèvrerie Canadienne, 847.

LETTERS PATENTES SUPPLÉMENTAIRES ÉMISSES :—The Canadian Rand Drill Coy, 837.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—Notre-Dame de la Paix, comté de Labelle, 839.

NOMINATIONS :—*Juges de paix* :—Arthabaska, 835 ; Iberville, 835 ; Kamouraska, 836.
Syndic d'écoles :—Bryson, comté de Pontiac, 861.

PROCLAMATION :—Jour des arbres, 836.

RÈGLES DE COUR :—Massé vs Girard, 849 ; McKinnon Coy vs Dame Irvine, 850.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Aubin vs Laferrière, 845 ; Beauchamp vs Lambert, 845 ; Bérubé vs Lebel, 844 ; Camirand vs Houle, 845 ; Débigaré vs Amyot, 845 ; Dumoulin vs Dorion, 844 ; Hénault vs Fafard, 846 ; Labelle vs Quevillon, 844 ; Lévesque vs L'Ecuyer, 846 ; Michaud vs Gagnon, 846 ; Raymond vs Chartier, 844 ; Robillard vs Masse, 844 ; Robitaille vs Gingras, 846.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Lareau vs Ouellette, 844 ; Pelletier vs Castonguay, 845.

VENTES PAR LES SHERIFFS

ARTHABASKA :—Blanchette, failli, 850.

BEAUCÉ :—Roy vs Veilleux, 850 ; Walsh vs Perreault, 851.

BEAUHARNOIS :—Dagenais vs Masson, 852 ; Lefebvre vs Nadeau *et al*, 851 ; Pepin vs Bonin, 851.

BEDFORD :—Chicoine vs Hétu, 852.

GASPE :—Guité vs Thibodeau, 853.

JOLIETTE :—Payette vs Grenier *et al*, 853.

MONTMAGNY :—Gaumond vs Blanchet, 854.

MONTREAL :—Dme Marineau vs Turcot, 854 ; Dme McEnnis vs Charlebois, 855 ; Lavie vs Trihey, 855 ; The Trust & Loan Company vs Bourgouin, 856.

QUÉBEC :—Bélanger vs Boivin, 857 ; Dme Chandonnet vs Esquiambre, 858 ; Morin vs Blais, 858 ; Pacaud vs Lépine, 857 ; Rousseau, failli, 858.

RICHELIEU :—Dlle Chenette vs Cournoyer, 858.

RIMOUSKI :—Lavoie vs Rioux *et al*, 859.

TROIS-RIVIÈRES :—Baptist vs Dumont, 860 ; Dme Lambert vs Boisclair, 861 ; Labelle vs Chainé, 860.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—Cie d'Imprimerie George Pinault, jr., 846 ; La Chèvrerie Canadienne, 847.

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT ISSUED :—The Canadian Rand Drill Coy, 837.

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—Notre Dame de la Paix, county of Labelle, 839.

APPOINTMENTS :—*Justices of the peace* :—Arthabaska, 835 ; Iberville, 835 ; Kamouraska, 836.
School trustee :—Bryson, county of Pontiac, 861.

PROCLAMATION .—Arbor day, 836.

RULES OF COURT :—Massé vs Girard, 849 ; McKinnon Coy vs Dame Irvine, 850.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Aubin vs Laferrière, 845 ; Beauchamp vs Lambert, 845 ; Bérubé vs Lebel, 844 ; Camirand vs Houle, 845 ; Débigaré vs Amyot, 845 ; Dumoulin vs Dorion, 844 ; Hénault vs Fafard, 846 ; Labelle vs Quevillon, 834 ; Lévesque vs L'Ecuyer, 846 ; Michaud vs Gagnon, 846 ; Raymond vs Chartier, 844 ; Robillard vs Masse, 844 ; Robitaille vs Gingras, 847.

SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Dme Lareau vs Ouellette, 844 ; Pelletier vs Castonguay, 845.

SHERIFFS' SALES

ARTHABASKA :—Blanchette, insolvent, 850.

BEAUCÉ :—Roy vs Veilleux, 850 ; Walsh vs Perreault, 851.

BEAUHARNOIS :—Dagenais vs Masson, 852 ; Lefebvre vs Nadeau *et al*, 851 ; Pepin vs Bonin, 851.

BEDFORD :—Chicoine vs Hétu, 852.

GASPE :—Guité vs Thibodeau, 853.

JOLIETTE :—Payette vs Grenier *et al*, 853.

MONTMAGNY :—Gaumond vs Blanchet, 854 ;

MONTREAL :—Dme Marineau vs Turcot, 854 ; Dme McEnnis vs Charlebois, 855 ; Lavie vs Trihey, 855 ; The Trust and Loan Company vs Bourgouin, 856.

QUÉBEC :—Bélanger vs Boivin, 857 ; Dme Chandonnet vs Esquiambre, 858 ; Morin vs Blais, 858 ; Pacaud vs Lépine, 857 ; Rousseau, insolvent, 858.

RICHELIEU :—Dlle Chenette vs Cournoyer, 858.

RIMOUSKI :—Lavoie vs Rioux *et al*, 859.

TROIS-RIVIÈRES :—Baptist vs Dumont, 860 ; Dme Lambert vs Boisclair, 861 ; Labelle vs Chainé, 860.